

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Rôle de la Caisse
DES
DÉPOTS ET CONSIGNATIONS
Dans la Réparation
DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 14 Décembre 1908, à 1 h. 1/2

PAR

Alfred BOUCHIER

Président : M. JAY, professeur,
Suffragants { MM. DESCHAMPS, professeur
PERREAU, professeur

PARIS V.

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Rôle de la Caisse
DES
DÉPOTS ET CONSIGNATIONS
Dans la Réparation
DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 14 Décembre 1908, à 1 h. 1/2

PAR

Alfred BOUCHIER



Président : M. JAY, professeur,
Suffragants { *MM. DESCHAMPS, professeur*
PERREAU, professeur

PARIS V^e

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE
Rôle de la Caisse des Dépôts et Consignations
DANS LA
RÉPARATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

INTRODUCTION

En consacrant définitivement, par la loi du 9 avril 1898, les principes du risque professionnel et de la responsabilité forfaitaire, le législateur se proposait d'assurer aux victimes d'accidents du travail, ou à leurs ayants droit, en dépit de toutes éventualités, une indemnité susceptible de remplir vis-à-vis d'eux le même office que le salaire dont l'accident les aurait privés.

Il ne suffisait donc point, pour cela, de stipuler que, dans tous les cas, l'ouvrier ou ses représentants auraient droit à une indemnité, il fallait encore prendre les mesures nécessaires pour mettre cette indemnité à l'abri de ces deux dangers différents, mais également à

redouter : l'insolvabilité possible du débiteur et l'imprévoyance du bénéficiaire.

Il importait, en un mot, de protéger l'ouvrier, et contre son patron, et contre lui-même.

La réparation sous forme de paiement d'un capital permettait aux intéressés d'échapper aux conséquences d'une insolvabilité survenant chez le chef d'entreprise ou son assureur postérieurement au règlement du sinistre, mais elle ne les soustrayait nullement aux risques d'une insolvabilité existant au moment même de l'accident. De plus elle ouvrait toute grande la porte au second danger signalé : celui de la dilapidation de l'indemnité.

Dans bien des cas, certes, le bénéficiaire eût sagement employé le capital touché. Incapable de continuer l'exercice de sa profession il eût pu, par exemple, entreprendre un commerce ou se livrer à l'agriculture et améliorer ainsi sa situation.

Mais combien de fois aussi, entre les mains d'un individu imprévoyant, inexpert ou simplement malchanceux, cette unique ressource eût rapidement disparu !

D'autre part, l'obligation de verser un capital, parfois fort élevé, aurait eu pour les petits patrons, les plus fâcheuses conséquences. Elle les aurait, dans bien des cas, acculés à la ruine et à la faillite.

Aussi, le législateur décida-t-il avec juste raison que la réparation se ferait sous forme de rentes viagères ou temporaires (art. 3).

Toutefois, par exception à cette règle, un capital peut être attribué à la victime ou à ses ayants droit, dans les cas ci-après :

1° Lorsque le conjoint de la victime se remarie, il a droit, à titre d'indemnité totale, au versement d'une somme égale à trois années d'arrérages de la rente qui lui était servie (art. 3 § A);

2° Il en est de même des bénéficiaires étrangers qui cessent de résider sur le territoire français (art. 3 § C);

3° Après l'expiration du délai de trois ans pendant lequel la révision de l'indemnité peut avoir lieu, la victime de l'accident peut obtenir du tribunal que le quart du capital nécessaire à l'établissement de sa rente lui soit attribué en espèces (art. 9);

4° Pour les pensions de 100 francs et au-dessous, les parties intéressées peuvent convenir que le service des arrérages sera remplacé par le paiement d'un capital (art. 21).

Mais ces exceptions, dictées par des considérations spéciales que nous aurons l'occasion d'exposer plus loin, n'imposent pas aux chefs d'entreprise des charges aussi lourdes que celles que leur occasionnerait un système basé uniquement sur le versement d'un capital.

Les deux premières de ces exceptions sont, au contraire, des plus avantageuses pour les patrons responsables puisqu'elles leur permettent de se libérer, moyennant le paiement immédiat de trois annuités, du service

de rentes viagères susceptibles de durer très longtemps.

Quant aux deux autres, elles n'ont pas pour conséquence d'exiger le versement de sommes fort importantes, le montant de la rente à racheter se trouvant limité, dans un cas, au quart de la rente totale, et, dans l'autre, à 100 francs.

Ainsi, grâce à ce mode de réparation, le législateur conciliait l'intérêt des ouvriers avec celui des patrons : il ménageait aux uns des ressources durables, il épargnait aux autres des charges difficiles à supporter.

Restaient toutefois les risques d'insolvabilité du débiteur. Etant donné le but social que l'on poursuivait, il ne pouvait être question, bien entendu, d'abandonner, en cette circonstance, l'ouvrier à son malheureux sort.

« Le projet que nous discutons — déclarait M. le sénateur Poirrier, dans la séance du 7 mars 1898 — comme le projet voté par la Chambre des députés, part de ce principe qu'il faut absolument, et sans que le moindre aléa puisse subsister, assurer aux victimes d'accidents le paiement des indemnités qui leur sont allouées ».

Pour arriver à ce résultat, la Chambre des députés avait primitivement adopté (1) un système qui, en

1. Séance du 10 juin 1893. Discussion du projet et des propositions de loi concernant la responsabilité des accidents du travail (art. 37).

Allemagne, semblait donner d'assez bons résultats : celui de l'assurance obligatoire (1).

Ce système reposait sur les bases suivantes :

Les chefs d'entreprise assujettis à la loi sur les accidents devaient être réunis en circonscriptions comprenant un ou plusieurs départements, et supporter, proportionnellement aux risques et à l'importance de leurs entreprises, les charges annuelles résultant des accidents survenus dans leur circonscription.

La répartition était effectuée par un comité directeur d'après le système de la capitalisation, c'est-à-dire que le montant des cotisations versées par tous les assurés devait être suffisant pour permettre de servir jusqu'à leur extinction, toutes les pensions liquidées dans le courant de l'année précédente.

Les fonds ainsi perçus étaient remis à la Caisse nationale chargée d'assurer le service de ces pensions.

Toutefois, les chefs d'entreprise pouvaient, individuellement ou réunis en syndicats, rester leurs propres assureurs, à la condition de justifier du dépôt, à la Caisse nationale d'assurances, d'un cautionnement sur lequel le capital constitutif des pensions dues par eux serait prélevé.

Le Sénat, désireux de ne porter aucune atteinte à la

1. Cf. Bellom, *Les lois d'assurance ouvrière à l'étranger*. — Jay, *L'assurance ouvrière en France et à l'étranger*. Cours 1905.

liberté des employeurs et craignant, d'autre part, que l'accumulation dans une caisse d'Etat de tous les capitaux représentatifs des pensions allouées ne présentât de graves dangers au point de vue économique, rejeta ce projet d'assurance obligatoire.

La Chambre des députés eut alors recours à deux autres moyens :

1° L'obligation pour les patrons, non plus de s'assurer, mais de verser à la Caisse nationale d'assurances, en cas d'accidents, les capitaux nécessaires à la constitution des pensions ;

2° L'établissement d'un impôt complémentaire à la patente, pour la constitution d'un fonds de garantie.

Mais le premier de ces moyens présentait encore l'inconvénient d'imposer aux chefs d'entreprise, en cas de sinistre grave, des charges écrasantes.

Comme le faisait remarquer fort justement M. le sénateur Poirrier, « un industriel, un petit industriel surtout, qui a eu l'imprudence de ne pas s'assurer, pourra à la rigueur faire face au paiement d'une pension annuelle de 300, 400 ou 500 francs... Mais, voyez-vous ce petit patron obligé de verser le capital constitutif de cette pension, c'est-à-dire 10.000, 12.000 ou 15.000 fr. ? Ce serait la ruine pour lui (1) ».

En outre, l'obligation de verser le capital aurait eu pour conséquence fâcheuse de soustraire à l'industrie

1. Séance du 7 mars 1898.

des capitaux considérables pour en confier la gestion à l'Etat.

Ce premier moyen fut donc écarté par le Sénat et l'article 28 de la loi stipule, dans son texte définitif, que le capital représentatif des pensions ne peut être exigé des débiteurs.

Mais la Haute Assemblée accepta l'établissement d'un impôt dont le produit servirait à payer les pensions dues par des insolvable. Cette disposition fit l'objet de l'article 24, ainsi libellé :

« A défaut, soit par les chefs d'entreprise débiteurs, soit par les sociétés d'assurances ou les syndicats de garantie liant solidairement tous leurs membres, de s'acquitter, au moment de leur exigibilité, des indemnités mises à leur charge à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail, le paiement en sera assuré par les soins de la Caisse nationale des retraites, au moyen d'un fonds spécial de garantie... dont la gestion sera confiée à ladite Caisse. »

Cette garantie que l'Etat instituait en faveur des victimes d'accidents du travail et qu'il mettait à la charge de toute une catégorie de contribuables, lui donnait le droit et lui imposait le devoir de prendre des mesures en vue de réduire au minimum les chances d'insolvabilité des débiteurs.

L'on obligea donc tout chef d'entreprise, cessant son industrie, et ne présentant pas de garanties suffisantes, à verser à la Caisse nationale des retraites pour la

vieillesse, le capital représentatif des pensions à sa charge (art. 28).

On donna en outre à tout débiteur de rente la faculté de se libérer en une seule fois par le même moyen (même article).

D'autre part l'on soumit tous les organes d'assurances à un contrôle sévère et on les astreignit à constituer des réserves et des cautionnements en rapport avec l'importance des charges susceptibles de leur incomber (art. 27).

La nécessité de ces mesures à l'égard des organes d'assurances se faisait d'ailleurs d'autant plus vivement sentir que le législateur, dans le dessein de favoriser l'assurance, dégageait irrévocablement de toute responsabilité les chefs d'entreprise qui avaient eu la sagesse de s'assurer.

On voit par cet exposé toute l'importance du rôle que, dans son souci de garantir aux victimes ou à leurs ayants droit la légitime réparation qui leur était due, le législateur avait réservé à l'Etat dans l'application de la loi sur les accidents.

Ce rôle fut encore élargi par la suite.

Au cours de la discussion de la loi, le Gouvernement s'était engagé à procéder à la réorganisation de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, créée par la loi du 11 juillet 1868, pour lui permettre de procéder à l'assurance des accidents du travail.

L'assurance obligatoire au moyen de mutualités

régionales, de syndicats et de la Caisse nationale d'assurances, ayant été rejetée, on avait envisagé le cas où les sociétés d'assurances, en présence de la clientèle considérable qu'allait leur amener l'application de la nouvelle loi et, en raison de l'incertitude où l'on était encore au sujet du chiffre des charges que cette application pourrait occasionner, imposeraient à leurs contractants des primes exagérées.

Pour parer à cet abus, on voulait organiser, à côté de l'assurance privée, une assurance d'Etat, destinée à concurrencer la première et, par suite, à soustraire les industriels qui, pour une cause quelconque, n'auraient pu s'affilier à un syndicat de garantie ou à une mutualité, aux exigences des compagnies d'assurance.

Aussi, par la loi du 24 mai 1899, la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents fut autorisée à étendre ses opérations aux risques prévus par la loi du 9 avril 1898.

En résumé, à l'heure actuelle, l'intervention de l'Etat dans la réparation des accidents du travail se manifeste donc de trois façons différentes, savoir :

1° Par la garantie qu'il assume en ce qui concerne le paiement des rentes et, corollaire de cette garantie, par le contrôle qu'il exerce sur les organes d'assurances et les cautionnements qu'il exige d'eux ;

2° Par le service des pensions qui, le plus souvent,

est assuré par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (1) ;

3° Par l'assurance contre les risques d'accidents du travail, pratiquée par la Caisse nationale d'assurances.

Le fonds de garantie est géré par la Caisse nationale des retraites qui, elle-même, ainsi que la Caisse nationale d'assurances, est administrée par la Caisse des dépôts et consignations.

La garde des cautionnements des sociétés d'assurances est confiée, selon les règles habituelles, à la Caisse des dépôts et consignations.

On voit donc qu'en définitive, abstraction faite du contrôle qui se trouve effectué par le ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, c'est la Caisse des dépôts et consignations, gérante des diverses institutions énumérées ci-dessus, qui sert d'intermédiaire à l'Etat pour l'exercice du rôle important qu'il a cru devoir se réserver dans la réparation des accidents du travail.

C'est ce rôle que nous nous proposons d'étudier dans les pages qui vont suivre.

1. Nous verrons plus loin que les organes d'assurances ont une tendance de plus en plus marquée à constituer à la Caisse nationale des retraites la totalité des pensions mises à leur charge.

Première Partie

LE FONDS DE GARANTIE

CHAPITRE PREMIER

Fonctionnement général

SECTION I

BUT ET CONSTITUTION

§ 1. — *Motifs qui ont présidé à la création du Fonds de garantie.* — Nous avons vu que, pour garantir le paiement des indemnités allouées à la suite d'accidents du travail, la Chambre des députés avait tout d'abord adopté le système de l'assurance mutuelle obligatoire.

Ce système ayant dû, par suite de la résistance du Sénat, être écarté dans les derniers votes parlementaires, il était à prévoir qu'en beaucoup de cas, les petits patrons non assurés ne pourraient s'acquitter des obligations mises à leur charge.

D'autre part, on pouvait craindre que les sociétés

d'assurances elles-mêmes ne fussent incapables, de supporter, surtout dans les premières années d'application de la loi, les charges de sinistres dont, faute d'expérience en cette branche spéciale d'opérations, elles n'auraient pu prévoir ni la fréquence, ni l'importance.

Il importait donc de donner aux victimes d'accidents des garanties équivalentes à celles que le système de l'assurance mutuelle obligatoire leur eût procurées et cela tout en respectant le plus possible la liberté des chefs d'entreprise et en évitant à ces derniers toutes charges qui ne seraient pas absolument nécessitées par le but à atteindre.

En ce qui concerne les indemnités visées au premier alinéa de l'article 23 de la loi, c'est-à-dire les frais funéraires, les frais médicaux et pharmaceutiques, les frais d'hospitalisation, l'indemnité journalière pour incapacité temporaire, on estima suffisante la création d'un privilège portant sur la généralité des meubles du débiteur.

Ces indemnités sont, en effet, généralement assez modiques. L'article 4 fixe à 100 francs le maximum des frais funéraires. Quant aux frais médicaux et pharmaceutiques ils ne peuvent atteindre une somme bien élevée, étant fixés conformément à un tarif établi par arrêté ministériel du 30 septembre 1905, en conformité de l'article 4.

De même les frais d'hospitalisation ne peuvent dépasser le tarif établi pour l'application de l'article 24 de la

loi du 15 juillet 1893, majoré de 50 0/0, ni excéder jamais 4 francs par jour à Paris ou 3 fr. 50 partout ailleurs.

Enfin l'indemnité journalière se trouve fixée à la moitié du salaire touché au moment de l'accident.

Toutes ces indemnités réunies, ne peuvent donc former un total bien important et, étant donné leur exigibilité immédiate, le législateur a pensé que la victime ou les autres intéressés pourraient presque toujours, grâce au privilège inscrit sous le numéro 6 à l'article 2101 du Code civil, en obtenir le payement.

Mais, en ce qui touche les indemnités dues pour incapacité permanente de travail ou accidents suivis de mort, ce privilège ne pouvait suffire.

Il s'agit ici, en effet, de rentes viagères ou temporaires, susceptibles d'atteindre un chiffre fort élevé. Ainsi, par exemple, en cas d'invalidité absolue, la pension due à la victime doit être des deux tiers de son salaire annuel.

Ces indemnités, étant donné leur importance et leur exigibilité lointaine, se trouvent donc exposées à des risques plus graves de non-payement que les premières.

Pour couvrir ces risques, on eut recours à un fonds commun de garantie alimenté par 4 centimes additionnels au principal de la contribution des patentes des industriels assujettis à la loi, et par une taxe de 5 centimes par hectare de mine concédé, ces deux contribu-

tions pouvant, suivant les besoins, être majorées ou réduites par la loi de finances (1).

Ainsi, après avoir repoussé comme portant atteinte à la liberté, l'assurance obligatoire contre les risques d'accidents, le Parlement se trouvait obligé, en fin de compte, pour assurer le succès et l'efficacité de son œuvre, de recourir à un système de garantie qui n'est au fond qu'une assurance obligatoire contre les risques d'insolvabilité des débiteurs.

§ 2. — *Non proportionnalité de la contribution.* — Il y a lieu de remarquer d'ailleurs que si ce système se justifie par la nécessité d'assurer, faute d'autres moyens, le paiement des indemnités, il n'en est pas moins vrai qu'au point de vue de la répartition des charges qu'il impose aux employeurs, il est moins défendable que le premier.

La contribution spéciale qui représente la prime d'assurance, se trouve basée en effet, non sur les risques d'insolvabilité de chaque chef d'entreprise, mais sur l'importance présumée de ses affaires.

Or, aucune corrélation n'existe entre ces deux éléments.

Par suite, les entreprises non assurées ne paient pas plus que celles qui le sont ; de même celles qui présentent des risques fort élevés ne paient pas davantage

1. Nous verrons plus loin que ces taxes ont été modifiées par les lois du 12 avril 1906 et 30 janvier 1907.

que celles qui ne comportent que des risques minimes.

D'autre part, la taxe n'est pas due par tous les assujettis à la loi de 1898, mais seulement par ceux que frappe la patente.

Il y a là une double injustice qui, il est vrai, a été corrigée en partie par la loi du 12 avril 1906 étendant à toutes les exploitations commerciales les dispositions de la loi du 9 avril 1898 et par la loi de finances du 30 janvier 1907.

§ 3. — *Modifications apportées aux taxes de garantie par les lois du 12 avril 1906 et 30 janvier 1907.* — La loi du 12 avril 1906 tenant compte du moindre degré des risques d'accidents et par suite d'insolvabilité qu'offrent les exploitations purement commerciales, y compris les chantiers de manutention ou de dépôt, abaisse la taxe à 1 centime 1/2 pour ces exploitations (art. 4).

Par contre, elle impose à toutes les exploitations régies par les lois du 9 avril 1898 et du 30 juin 1899 (1) qui ne sont pas soumises à l'impôt des patentes mais qui sont assurées, une contribution proportionnelle au montant des primes d'assurances, et dont la quotité est fixée tous les cinq ans par la loi de finances (art. 5).

Cette contribution est recouvrée, en même temps que

1. La loi du 30 juin 1899 a étendu les dispositions de celle du 9 avril 1898 aux accidents causés dans les exploitations agricoles par l'emploi de machines mues par des moteurs inanimés.

les primes, par les sociétés d'assurances, les syndicats de garantie ou la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents et versée par ces établissements au fonds de garantie.

En ce qui concerne les assujettis qui ne sont ni patentés, ni assurés, il est perçu lors de la liquidation des rentes mises à leur charge, une contribution proportionnelle au capital constitutif de ces rentes, dont le montant, fixé dans les mêmes formes que pour la précédente, est recouvré pour le compte du fonds de garantie, par les soins de l'administration de l'enregistrement (art. 5).

En vertu de l'article 2 de la loi de finances du 30 janvier 1907, les taxes établies par l'article 5 de la loi du 12 avril 1905 se trouvent fixées pour une période de cinq ans, l'une à 2 0/0 du montant des primes dues par l'assuré, l'autre à 4 0/0 du montant des capitaux constitutifs des rentes mises à la charge des exploitants non assurés (1).

Ces taxes s'appliquent également à tous les employeurs qui, bien que n'étant pas assujettis obligatoirement au

1. La loi du 26 mars 1908 a, en ce qui concerne l'assiette de la contribution, substitué au capital représentatif des rentes dues, mathématiquement calculé d'après les tarifs de la Caisse nationale des retraites visés à l'article 28 de la loi de 1898, et dont l'application exigeait des opérations parfois longues et difficiles, un capital de recouvrement simplifié, établi d'après un barème d'application facile, qui doit être fixé par un règlement d'administration publique.

régime de la loi de 1898, se sont placés sous ce régime, en vertu de la loi du 18 juillet 1907, par une simple déclaration à la mairie du siège de leur exploitation, suivie de l'adhésion individuelle de chacun de leurs employés constatée sur un carnet spécial.

SECTION II

LE BUDGET DU FONDS DE GARANTIE

§ 1. — *Ressources.* — Nous avons vu que le fonds de garantie était alimenté par des taxes diverses recouvrées en conformité de l'article 25 de la loi du 9 avril 1898, des articles 4 et 5 de la loi du 12 avril 1906 et de l'article 7 de la loi du 30 janvier 1907.

Ces taxes constituent ses ressources les plus importantes mais non les seules. Il y a lieu d'y ajouter, en effet, le produit des recouvrements effectués sur les débiteurs, les revenus et les arrérages des valeurs acquises avec les fonds disponibles, le produit du remboursement de ces valeurs, et les intérêts des fonds placés en compte courant à la Caisse des dépôts.

Ces recettes normales se grossissent en outre des versements effectués par la Caisse nationale des retraites pour des causes diverses, telles que suppression, par suite de cessation de résidence sur le territoire français de la rente due à un étranger ou suppres-

sion, pour cause de nouveau mariage, de la rente due à un conjoint de victime, et des versements opérés par l'administration des postes pour sommes non encaissées par les ayants droit. Nous examinerons plus loin (1) les fluctuations subies par chacune de ces diverses recettes depuis la création du fonds de garantie, mais il n'est pas inutile de dire, dès maintenant, pour donner un aperçu de leur importance globale, qu'elles se sont élevées pendant l'année 1907 à 2.243.660 fr. 66 (2).

§ 2. — *Dépenses.* — Les dépenses du fonds de garantie se composent :

1° Des sommes payées directement aux bénéficiaires des indemnités et représentant le montant des arrérages échus au moment de leur réclamation ou des capitaux qui leur sont dus par suite du rachat de leur rente ;

2° Des sommes versées, sur des livrets individuels, à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, et représentant les capitaux de pensions exigibles dans les cas prévus par l'article 28 § 3 (1) ;

3° Du montant des frais de toute nature auxquels donne lieu le fonctionnement du fonds de garantie ;

1. Voir chapitre III.

2. Voir le rapport fait aux Chambres par la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations, publié au *Journal officiel* du 24 juin 1908.

3. Le paragraphe 3 de l'article 28 est ainsi conçu : Lorsqu'un chef d'entreprise cesse son industrie, soit volontairement, soit par décès, liquidation judiciaire ou faillite, soit par cession d'établissement, le ca-

4. Des restitutions et des versements effectués sur les taxes recouvrées, des frais de perception et de dégrèvement.

Comme les recettes, ces dépenses feront l'objet d'un examen spécial. Bornons-nous donc à indiquer ici que leur montant global s'est élevé en 1907 à 790.271 fr. 11 (1).

§ 3. — *Réserve.* — Les dépenses étant sensiblement inférieures aux recettes, le fonds de garantie a pu se constituer une réserve destinée à faire face, sans qu'il soit besoin de recourir à une élévation des taxes, aux charges extraordinaires pouvant à un moment donné peser sur lui.

En conformité de l'article 30 du décret du 28 février 1899, cette réserve est employée dans les conditions prescrites par l'article 22 de la loi du 20 juillet 1886 sur l'organisation de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, c'est-à-dire : en rentes sur l'Etat, en valeurs du Trésor ou garanties par le Trésor et en obligations départementales et communales.

Quant aux sommes liquides reconnues nécessaires pour assurer le fonctionnement du fonds de garantie, elles sont placées en compte courant à la Caisse des

pital représentatif des pensions à sa charge devient exigible de plein droit et sera versé à la Caisse nationale des retraites.

1. Voir le rapport annuel sur les opérations de la Caisse des dépôts et consignations, publié au *Journal officiel* du 24 juin 1908.

dépôts à un taux égal à celui du compte courant ouvert à cet établissement dans les écritures du Trésor public.

Au 31 décembre 1907, les réserves du fonds de garantie s'élevaient à 7.291.571 fr. 66, c'est-à-dire, près de trois fois les recettes d'une année.

Sur cette somme 7.063.374 fr. 05 avaient été employés pour l'acquisition de 244.680 francs de rente 3 0/0. La différence, soit 228.197 fr. 61 (1) constituait le solde créateur du compte courant.

SECTION III

PROCÉDURE SUIVIE POUR LES APPELS AU FONDS DE GARANTIE

§ 1. — *Déclaration de non paiement.* — Les conditions dans lesquelles les intéressés sont admis à s'adresser au fonds de garantie, sont indiquées dans le premier décret du 28 février 1899.

Tout bénéficiaire d'une indemnité liquidée à la suite d'un accident ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail qui n'a pu obtenir le paiement, lors de leur exigibilité, des sommes qui lui sont dues, doit en faire la déclaration au maire de la commune de sa résidence.

1. Tous ces chiffres sont extraits du rapport annuel déjà cité.

Par bénéficiaire de l'indemnité, il faut entendre les personnes indiquées par l'article 3 de la loi de 1898, savoir : en cas d'incapacité permanente, la victime de l'accident ; en cas de décès de la victime, le conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps, les enfants légitimes ou naturels reconnus avant l'accident, âgés de moins de seize ans, les ascendants ou les descendants mineurs de seize ans, que la victime avait à sa charge au moment de l'accident.

Si le bénéficiaire n'a pas l'exercice de ses droits civils, c'est-à-dire s'il est mineur ou interdit, ou s'il s'agit d'une femme mariée, la déclaration est faite par son représentant légal, tuteur, époux, etc.

La déclaration peut être aussi faite par un mandataire. Un mandat verbal est suffisant.

La déclaration est rédigée sur papier libre et sans aucun frais d'après les indications du déclarant. Des formules ont d'ailleurs été établies, à cet effet, par les soins de la Caisse des dépôts et consignations.

La déclaration doit indiquer :

1° Les nom, prénoms du bénéficiaire, son âge, sa nationalité, son état civil, sa profession et son domicile ;

2° Le nom du chef d'entreprise débiteur, son domicile industriel et, si l'indemnité réclamée doit être acquittée par une société d'assurances ou un syndicat de garantie, la désignation de cette société ou de ce syndicat, ainsi que son siège social ;

3° La nature de l'indemnité (il ne faut pas oublier en effet que, dans certains cas, la rente peut, exceptionnellement être remplacée par un capital) et le montant de la créance réclamée ;

4° La décision judiciaire en vertu de laquelle agit le bénéficiaire ;

5° Enfin, le cas échéant, les nom et prénoms, profession et domicile du représentant légal du bénéficiaire ou du mandataire.

La déclaration doit mentionner en outre que le bénéficiaire a réclamé au débiteur le montant de sa créance, que le paiement n'a pu être obtenu par lui, et pour quels motifs. Il ne serait pas admissible, en effet, qu'un intéressé s'adressât au fonds de garantie sans avoir préalablement demandé au patron ou à son assureur le montant de sa créance.

Le déclarant joint à sa déclaration toutes les pièces propres à la justifier. Cette justification n'étant soumise à aucune règle spéciale pourra résulter du récépissé d'une lettre recommandée adressée au débiteur, d'une lettre de ce dernier mentionnant son refus, etc...

La déclaration signée par le maire et par le déclarant doit être transmise avec les pièces à l'appui, dans les vingt-quatre heures, au directeur général de la Caisse des dépôts.

Le dossier est alors examiné et, au cas où les renseignements qu'il contient sont insuffisants, des indications

ou des pièces complémentaires sont demandées au déclarant.

§ 2. — *Rôle du juge de paix.* — Si le dossier est complet, il est adressé dans les quarante-huit heures qui suivent sa réception, au juge de paix du domicile du débiteur.

Le juge de paix convoque ce dernier par lettre recommandée et lui donne connaissance de la réclamation formulée contre lui et dresse procès-verbal de ses déclarations.

Le débiteur peut reconnaître sa dette et l'acquitter immédiatement. La procédure est alors terminée et le fonds de garantie n'a plus à intervenir.

Si, tout en reconnaissant la réalité et le montant de la créance du réclamant, il déclare ne pas être en état de s'acquitter immédiatement, le juge de paix a la faculté, lorsque les motifs invoqués paraissent légitimes, de lui accorder, pour sa libération, un délai qui ne peut excéder un mois.

Si, au contraire, il déclare ne rien devoir, ou conteste le montant de sa dette, le juge de paix constate dans son procès-verbal le refus total ou partiel de paiement et les motifs qui en ont été donnés.

Enfin, dans le cas où le débiteur ne comparait pas au jour fixé, le juge de paix procède dans la huitaine à une enquête à l'effet de rechercher :

1^o Si le débiteur convoqué n'a pas changé de domicile ;

2° S'il a cessé son industrie, soit volontairement, soit par cession d'établissement, soit par suite de faillite ou de liquidation judiciaire et, dans ce cas, quel est le syndic ou le liquidateur, soit par suite de décès et, dans l'affirmative, par qui sa succession est représentée.

Lorsque le débiteur a changé de domicile, le dossier est renvoyé par la Caisse des dépôts au juge de paix du nouveau domicile qui convoque à son tour le débiteur.

Si l'enquête a établi que ce dernier a cessé son industrie pour une cause quelconque, il appartient au fonds de garantie qui se trouve substitué à lui vis-à-vis du bénéficiaire de l'indemnité, de prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder ses droits.

Ces mesures consisteront dans l'application des dispositions prévues à l'article 28 de la loi (versement par le débiteur du capital constitutif à la Caisse nationale des retraites ou fourniture de garanties) (1).

Toutes les fois qu'il résulte de l'examen du dossier que la réclamation du déclarant est fondée, le fonds de garantie paye immédiatement à l'intéressé la somme qui lui est due, sauf à exercer un recours contre le débiteur.

1. Voir deuxième partie, chap. I, section III.

SECTION IV

REMBOURSEMENT DES SOMMES PAYÉES PAR LE FONDS DE GARANTIE

La Caisse nationale des retraites, gérante du fonds de garantie, ayant acquitté la dette du chef d'entreprise, a un recours contre lui.

En cas d'assurance du chef d'entreprise, elle jouit, pour le remboursement de ses avances, du privilège de l'article 2102 du Code civil sur l'indemnité due par l'assureur, mais n'a plus de recours contre le chef d'entreprise (art. 26).

Les formes de procédure auxquelles se trouve soumis ce recours de la Caisse nationale des retraites, ont été déterminées dans le titre II du premier décret réglementaire du 28 février 1899.

Dans les cinq jours qui suivent le paiement fait au bénéficiaire de l'indemnité ou bien à l'expiration du délai accordé au débiteur pour se libérer, si le remboursement n'a pas été opéré, le directeur général de la Caisse des dépôts informe le chef d'entreprise, par lettre recommandée, du paiement effectué pour son compte.

Il lui fait connaître, en même temps, que faute par lui d'avoir remboursé, dans un délai de quinze jours,

le montant de la somme payée, le recouvrement sera poursuivi par la voie judiciaire.

A l'expiration de ce délai, le directeur général délivre, à l'encontre du débiteur qui ne s'est pas acquitté, une contrainte pour le recouvrement.

Cette contrainte est visée et déclarée exécutoire par le juge de paix du domicile du débiteur. Elle est signifiée par ministère d'huissier.

L'exécution de la contrainte ne peut être interrompue que par une opposition formée par le débiteur et contenant assignation donnée au directeur général de la Caisse des dépôts devant le tribunal civil du domicile du débiteur. L'instance à laquelle donne lieu cette opposition, est suivie dans les formes et délais déterminés par l'article 65 de la loi du 22 frimaire an VII sur l'enregistrement.

Par suite, l'instruction se fait par voie de mémoires respectivement signifiés ; il n'y a pas de plaidoiries orales ; le ministère de l'avoué n'est pas obligatoire ; enfin le jugement rendu sur le rapport d'un juge et après audition du ministère public est en dernier ressort, et ne peut être attaqué que par un pourvoi en cassation.

Les frais de poursuites et les dépens de l'instance auxquels a été condamné le débiteur débouté de son opposition sont recouvrés par le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, au moyen d'un état de frais taxé sur sa demande et rendu exécutoire par le président du tribunal.

CHAPITRE II

Précautions prises en vue de limiter les charges du fonds de garantie

SECTION I

OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX CHEFS D'ENTREPRISE

Les dépenses du fonds de garantie étant supportées par l'ensemble des chefs d'entreprise assujettis à la loi de 1898, il était légitime que l'Etat, dans un but d'intérêt général, prit des mesures en vue de limiter le plus possible ces dépenses.

A l'égard des chefs d'entreprise eux-mêmes, il n'était guère facile d'établir des mesures préventives efficaces, puisque la seule qui aurait pu conjurer tout risque de non paiement, c'est-à-dire l'assurance obligatoire, avait été rejetée par le Sénat et que d'autre part, cette assemblée n'avait pas voulu non plus obliger en principe les débiteurs non assurés à verser à la Caisse nationale des retraites le capital constitutif des pensions.

La loi se borne donc à contraindre exceptionnellement le chef d'entreprise qui cesse d'offrir la garantie

normale d'une entreprise en activité, c'est-à-dire lorsqu'il y a liquidation judiciaire ou faillite, ou bien cessation d'affaires volontaire ou par décès, ou bien encore cession d'établissement, à constituer les pensions à sa charge à la Caisse nationale des retraites, à moins qu'il ne fournisse des garanties spéciales (art. 28).

Ces garanties ont été déterminées par le 3^e décret du 28 février 1899.

Le chef d'entreprise qui se trouve dans les cas prévus par l'article 28 de la loi ne peut être dispensé du versement à la Caisse nationale des retraites du capital constitutif des pensions que s'il justifie :

1^o Soit du versement de ce capital à une société dûment autorisée à pratiquer l'assurance contre les accidents du travail ;

2^o Soit de l'immatriculation d'un titre de rente pour l'usufruit, au nom des titulaires de pensions, le montant de la rente devant être au moins égal à celui de la pension.

3^o Soit du dépôt à la Caisse des dépôts et consignations, avec affectation à la garantie des pensions, des titres spécifiés au paragraphe 3 de l'article 8 du 2^e décret du 28 février 1899, c'est-à-dire de valeurs de l'Etat ou jouissant de la garantie de l'Etat, d'obligations départementales ou communales, etc...

4^o Soit de son affiliation à un syndicat de garantie liant solidairement tous ses membres et garantissant le paiement des pensions ;

5° Soit, en cas de cession d'établissement, de l'engagement pris par le cessionnaire vis-à-vis du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, d'acquitter les pensions dues et de rester solidairement responsable avec le chef d'entreprise.

« La réalisation de ces sûretés éviterait au fonds de garantie de nombreuses charges ; mais, pour assurer la stricte application des dispositions du troisième décret du 28 février 1899, il eût été nécessaire de créer un contrôle spécial chargé de tenir à jour des sommiers individuels correspondant à toutes les entreprises assujetties. Or, ce contrôle eût entraîné des dépenses plus considérables que les pertes auxquelles il aurait eu pour but de parer (1). »

La Caisse des dépôts a donc résolu de ne poursuivre l'application de l'article 28 que lorsqu'elle serait avisée que des entreprises déterminées se trouvent dans les conditions prévues par cet article.

C'est presque toujours par une déclaration de non-paiement ou par l'enquête consécutive à cette déclaration que la Caisse des dépôts a connaissance qu'un patron a cessé son industrie.

Le titulaire de la pension, tant qu'il touche régulièrement ses arrérages, et les tiers d'autre part, ne se soucient guère, en effet, de dénoncer à l'administration la

1. Rapport du ministère du Commerce sur l'application de la loi du 9 avril 1898, de février 1905.

situation irrégulière d'un débiteur dont ils n'ont pas à se plaindre.

Il peut arriver cependant que la Caisse des dépôts apprenne indirectement le fait dont il s'agit.

Quoi qu'il en soit, toutes les fois qu'une enquête en a établi la réalité, il appartient à l'administration précitée de prendre les mesures propres à sauvegarder les intérêts du fonds de garantie. Ces mesures sont indiquées dans le premier décret du 28 février 1899.

Deux cas sont à envisager :

Ou bien le capital constitutif d'une pension est devenu exigible par suite de la faillite ou de la liquidation judiciaire du débiteur. Dans ce cas, le directeur général de la Caisse des dépôts, représentant la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, demande l'admission au passif du montant de sa créance. Il est alors procédé conformément aux dispositions des articles 491 et suivants du Code de commerce et de la loi du 4 mars 1889 sur la liquidation judiciaire.

Ou bien le capital constitutif est devenu exigible pour une autre cause que la faillite ou la liquidation judiciaire du débiteur. Dans ce cas, le directeur général de la Caisse des dépôts, par lettre recommandée, met en demeure le débiteur ou ses représentants d'opérer, dans les deux mois qui suivront la réception de la lettre, le versement à la Caisse nationale des retraites, du capital constitutif, à moins qu'il ne soit justifié que les

garanties dont nous avons parlé précédemment aient été fournies.

Si, à l'expiration du délai de deux mois, le versement n'a pas été effectué ou les garanties exigées n'ont pas été fournies, il est procédé au recouvrement dans les mêmes conditions que pour les sommes acquittées par le fonds de garantie à la suite de déclarations de non paiement (1).

L'examen des résultats donnés par l'application des dispositions que nous venons d'énumérer montre que ces dispositions n'ont sauvegardé que dans une bien faible mesure les intérêts du fonds de garantie.

En se reportant aux statistiques contenues dans les rapports du ministère du Commerce, on constate en effet qu'en 1905, par exemple, alors que les sommes versées par le fonds de garantie à la Caisse nationale des retraites pour la constitution de pensions dont les capitaux étaient devenus exigibles, se sont élevées à 585.810 francs, les recouvrements opérés sur les débiteurs de ces capitaux n'ont atteint que 27.585 fr. 52, soit environ seulement 5 0/0 des sommes dues.

L'insuffisance des mesures dont nous venons de parler serait plus manifeste encore si le législateur n'avait surtout compté sur l'assurance pour réduire le champ des insolvabilités et si, tout en écartant l'obligation, il

1. Voir chap. I. Section IV. Remboursement des sommes payées par le fonds de garantie.

n'avait en quelque sorte rendu l'assurance obligée en dégageant définitivement de toute dette les chefs d'entreprise qui ont eu la sagesse de s'assurer (art. 26 § 2).

Cette disposition, en favorisant l'assurance et en déchargeant par suite, pour la plus grande part, le fonds de garantie de la menace d'insolvabilités individuelles l'exposait, par contre, à supporter l'insolvabilité globale des assureurs.

Des précautions spéciales s'imposaient donc, dans l'intérêt des contribuables, vis-à-vis des organismes d'assurances.

SECTION II

OBLIGATIONS DES ORGANISMES D'ASSURANCE

L'article 27 de la loi de 1898 astreint ces organismes à des obligations qui ont été définies par le règlement d'administration publique du 28 février 1899 et par une série d'arrêtés que nous allons analyser.

§ 1. — *Diversité des régimes.* — Quelques-unes de ces obligations sont communes à toutes les sociétés, mais les deux plus importantes, celle du cautionnement et celle de la réserve mathématique, varient selon qu'il s'agit de sociétés à primes fixes, de sociétés mutuelles ou bien de syndicats de garantie et selon que ces organismes assurent eux-mêmes le service des pensions ou qu'ils constituent ces pensions à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Tandis, en effet, que les sociétés mutuelles, d'une part, en mettant en commun et en couvrant par des cotisations proportionnelles, susceptibles d'être augmentées ou diminuées suivant les besoins, les risques de tous leurs membres, et les syndicats de garantie, d'autre part, en liant tous leurs adhérents dans une responsabilité solidaire, présentent en ce qui touche le paiement des indemnités, une sécurité presque absolue, les sociétés à primes fixes, au contraire, ne présentent pas la même garantie.

Au cas où les primes consenties aux assurés seraient insuffisantes pour couvrir le montant des indemnités liquidées, ces dernières sociétés n'auraient pour toute ressource que le capital social, qui pourrait n'être pas assez élevé pour faire face au déficit.

D'un autre côté, les organismes d'assurance, quels qu'ils soient, s'ils constituent à la Caisse nationale des retraites les pensions à leur charge dès que le montant en a été fixé, soustraient ces pensions à tous risques de non paiement tandis que, dans le cas contraire, si des sûretés spéciales n'ont pas été exigées d'eux, ils peuvent, à un moment donné, se trouver dans l'impossibilité d'assurer le service de ces pensions.

Ces considérations justifient donc la diversité des régimes auxquels sont soumis, suivant leur forme, les organismes d'assurances contre les accidents du travail, en ce qui concerne le cautionnement et la réserve mathématique.

§ 2. — *Obligations communes.* — Les obligations communes à toutes les sociétés sont celles édictées par les articles 10 à 12 du deuxième décret du 28 février 1899.

Les sociétés qui assurent d'autres risques que celui résultant de l'application de la loi du 9 avril 1898 pour le cas de mort ou d'incapacité permanente, ou qui assurent concurremment un risque analogue dans des pays étrangers, doivent établir, pour les opérations se rattachant à ce risque en France, une gestion et une comptabilité distinctes.

D'autre part, elles doivent communiquer au ministère du Travail et de la Prévoyance sociale dix exemplaires de tous les règlements, tarifs, polices, prospectus et imprimés distribués ou utilisés par elles.

Enfin, elles doivent lui produire le compte rendu détaillé annuel de leurs opérations, l'état des salaires assurés et l'état des rentes et indemnités allouées et, d'une manière générale, tous les documents que le ministre juge nécessaire à l'exercice du contrôle qu'exerce sur elles son département.

§ 3. — *Obligations variables.* — Les obligations variables suivant la nature des sociétés et suivant que ces sociétés constituent ou non les rentes à leur charge à la Caisse nationale des retraites, sont celles du cautionnement et de la réserve mathématique.

Leur étude, exigeant d'assez longs développements, fera l'objet de deux sections spéciales.

SECTION III

CAUTIONNEMENT

§ 1. — *Sociétés à primes fixes.* — Aux termes de l'article 2 du décret du 28 février 1899, les sociétés anonymes d'assurances françaises ou étrangères à primes fixes qui veulent étendre leurs opérations aux risques d'accidents du travail, doivent justifier de la constitution préalable d'un cautionnement fixé d'après les bases que détermine le ministre, sur l'avis du comité consultatif prévu à l'article 16 du décret et affecté, par privilège, au paiement des pensions et indemnités, conformément à l'article 27 de la loi.

a) *Cautionnement plein.* — Ce cautionnement a été fixé pour les sociétés françaises, par arrêté du 29 mars 1899 (art. 1) à 400.000 francs, pour la première année de fonctionnement et, pour les années suivantes, à 2 0/0 du total des salaires ayant servi de base aux assurances pendant la dernière année, sans qu'il puisse toutefois, être inférieur à 400.000 francs ni supérieur à 2.000.000 francs.

Si la société, d'après ses statuts, n'assure que des ouvriers d'une même profession ou de plusieurs professions présentant des risques identiques, le cautionnement, tout en restant dans les limites précitées, est basé non plus sur le total des salaires assurés, mais sur

le total des primes à verser pour couvrir le risque d'accidents pouvant entraîner la mort ou une incapacité permanente.

Il est égal, dans ce cas, à une fois et demie le montant de ces primes.

Toutefois, si la prime adoptée se trouve inférieure à la prime réglementaire fixée par l'arrêté du 30 mars 1899 et applicable à la profession ou au groupe de professions sur lequel portent les opérations de la société, c'est cette prime réglementaire qui sert de base au calcul du cautionnement (1).

Il peut arriver, en effet, que certaines sociétés, entraînées par la concurrence, fixent leurs primes à un taux si bas qu'il en résulte des périls pour leurs assurés. Leur cautionnement, en subissant la répercussion de ces concessions déraisonnables ne serait plus suffisant pour parer aux périls engendrés par elles.

C'est pour cette raison que l'article 2 de l'arrêté du 29 mars 1899 a fixé une limite à partir de laquelle le chiffre du cautionnement devient indépendant du taux de la prime.

b) *Cautionnement réduit.* — L'article 28 de la loi de

1. Cependant si la prime réglementaire est supérieure au risque réel majoré de 20 o/o, la prime réelle lui est substituée pour la fixation du cautionnement. La décision est prise après avis d'une commission chargée d'apprécier la valeur des statistiques ou documents produits par la société (arrêté du 5 mai 1899).

1898 permet à tout débiteur de se libérer en une seule fois en versant à la caisse nationale des retraites le capital constitutif des pensions à sa charge.

L'arrêté du 29 mars 1899 (art. 3) tenant compte du surcroît de garanties que peut offrir, pour les titulaires de pensions, l'usage de cette faculté, a décidé que lorsqu'une société l'adopterait dans ses statuts pour toutes les rentes mises à sa charge, son cautionnement serait réduit de moitié.

Pour bénéficier de cette réduction, la plupart des sociétés ont inséré dans leurs statuts une clause les obligeant à constituer à la Caisse nationale des retraites, au fur et à mesure du règlement définitif des sinistres, les pensions allouées aux victimes.

Une autre réduction considérable a été établie par arrêté du 5 mai 1899 en faveur des sociétés d'assurances qui limitent leurs opérations aux exploitations agricoles, viticoles et forestières, ainsi qu'aux entreprises industrielles y annexées, à condition toutefois que ces dernières ne soient point assujetties à la patente et fassent l'objet de polices spéciales.

Le cautionnement de ces sociétés, fixé à 40.000 fr. pour la première année, peut varier de 40.000 à 200.000 fr. dans les années ultérieures. Il correspond à 0 fr. 40 par hectare d'immeubles agricoles et à 2 0/0 du total des salaires assurés dans les entreprises annexes.

Comme celui des autres sociétés, il est réduit de 50 0/0

en cas de versement des capitaux constitutifs à la Caisse nationale des retraites.

c) *Cautionnement majoré.* — Le cautionnement des sociétés d'assurances étrangères est soumis aux mêmes règles que celui des sociétés françaises, mais il subit une majoration de 50 0/0 (article 4 de l'article du 29 mars 1899).

Cette majoration a été établie en raison des difficultés que l'on rencontrerait pour atteindre ces sociétés dans le cas où elles n'accompliraient pas leurs obligations. Elle constitue une mesure protectionniste en ce sens qu'elle met une sorte d'entrave à la concurrence des sociétés étrangères.

§ 2. — *Sociétés mutuelles.* — Indépendamment des fonds de garantie et de prévoyance prévus par l'article 27 du décret du 22 janvier 1868 sur les sociétés d'assurances, les sociétés mutuelles qui assurent contre les risques d'accidents du travail doivent, avant tout fonctionnement, justifier d'un cautionnement analogue à celui des sociétés à primes fixes.

a) *Cautionnement plein.* — Ce cautionnement est déterminé d'après les bases déjà indiquées pour les sociétés à primes fixes. Il varie également de 400.000 fr. à 2.000.000 francs.

b) *Cautionnement réduit.* — Le cautionnement est réduit de moitié, en vertu de l'article 6 du décret du 28 février 1899 lorsque les statuts stipulent :

1° Que la société ne peut assurer que tout ou partie

des risques prévus par l'article 3 de la loi de 1898 (incapacité temporaire, incapacité permanente et décès);

2° Qu'elle assure exclusivement, soit les ouvriers d'une même profession, soit les ouvriers de professions appartenant à un même groupe d'industries, d'après une classification établie par arrêté ministériel ;

3° Que le maximum de contribution annuelle, dont chaque sociétaire est passible pour le paiement des sinistres, est au moins double de la prime totale fixée par son contrat pour l'assurance de tous les risques, et triple de la prime réglementaire déterminée par arrêté ministériel pour les mêmes professions et pour les risques définis à l'article 23 de la loi (incapacité permanente ou décès).

La classification prévue par le décret du 28 février 1899 a été faite par arrêtés des 30 mars 1899 et 28 novembre 1906.

Les professions assujetties au risque professionnel s'y trouvent réparties en dix groupes.

Mais, une société qui ne comprendrait rigoureusement que des professions appartenant à un seul de ces groupes, parviendrait difficilement à se constituer, les chefs d'entreprise tenant naturellement à assurer tout leur personnel à la même société.

Aussi, en raison de cette difficulté, l'article 2 de l'arrêté du 30 mars 1899 stipule que, lorsqu'une société emploie accessoirement, pour son exploitation, des ouvriers appartenant à une profession comprise dans

un autre groupe que l'industrie principale, ces ouvriers peuvent être néanmoins assurés à la même mutualité.

Lorsque les sociétés mutuelles bénéficient à la fois de la réduction de cautionnement dont nous venons d'examiner les trois conditions et de celle prévue en cas de constitution des rentes à la Caisse nationale des retraites, par l'arrêté du 29 mars 1899 (art. 3) analysé précédemment, leur cautionnement se trouve réduit au quart du chiffre normal et varie de 100.000 à 500.000 fr.

§ 3. — *Syndicats de garantie.* — Les règles concernant les syndicats de garantie sont contenues dans l'article 6 de la loi du 12 avril 1906 et dans le décret du 27 décembre 1906. La création de ces syndicats n'est pas subordonnée comme celle des autres sociétés à la constitution préalable d'un cautionnement. Mais ils doivent, avant tout fonctionnement, obtenir du gouvernement l'approbation de leurs statuts. Cette approbation est donnée par décret rendu en Conseil d'Etat, après avis du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail.

Toutefois, si les statuts sont conformes aux statuts types annexés au décret susvisé, l'approbation est donnée par arrêté du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale après avis du comité consultatif.

Les syndicats de garantie doivent d'ailleurs comprendre au moins 5.000 ouvriers assurés et 10 chefs d'entreprise adhérents dont 5 ayant au moins 300 ouvriers assurés, ou bien 2.000 ouvriers assurés et

300 chefs d'entreprise adhérents dont 30 ayant au moins chacun 3 ouvriers.

La responsabilité solidaire qui lie tous les membres du syndicat justifie l'absence du cautionnement.

§ 4. — *Constitution du cautionnement.* — Le montant du cautionnement est fixé par le ministre après l'avis du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, sur les bases que nous venons d'indiquer.

Il est révisé chaque année ; cette révision est nécessitée par les variations que subissent les opérations de la société et la valeur des titres qu'elle a déposés.

Le cautionnement doit être versé à la Caisse des dépôts et consignations dans les quinze jours qui suivent la notification de la décision ministérielle.

Le versement a lieu dans l'endroit où la société a son siège principal. Dans les départements ce sont donc les trésoriers payeurs généraux et les receveurs des finances, préposés de la Caisse des dépôts, qui ont qualité pour le recevoir.

Le cautionnement ne peut être constitué qu'en valeurs, sans distinction de forme (nominatives, au porteur ou mixtes) mais désignées limitativement au troisième alinéa de l'article 8 du décret, savoir : valeurs de l'Etat français ou jouissant d'une garantie de l'Etat, obligations négociables et entièrement libérées des départements, des communes et des chambres de commerce, obligations foncières et communales du Crédit foncier.

Les titres doivent être estimés au cours moyen de la Bourse de Paris au jour du dépôt, mais la stricte application de cette disposition étant matériellement impossible, les titres sont provisoirement évalués au cours moyen de la dernière bourse de Paris qui a précédé le dépôt, sauf rectification ultérieure si la société intéressée le demande.

Afin d'assurer éventuellement la réalisation des valeurs constituant le cautionnement, le déposant doit souscrire un acte d'affectation, par lequel il déclare que les valeurs déposées répondent jusqu'à due concurrence du remboursement des avances susceptibles d'être faites par la Caisse nationale des retraites, gérante du fonds de garantie, et qu'elles pourront, le cas échéant, être vendues en la forme administrative et sans autorisation de justice, à la requête du directeur général de la Caisse des dépôts.

Les intérêts de ces valeurs peuvent être retirés par la société.

Il peut arriver que des obligations, par suite d'amortissement, deviennent remboursables avec primes ou avec lots. Dans ce cas, la différence entre le prix de remboursement et le cours moyen au jour fixé pour le remboursement peut être également retirée par la société.

Mais le montant de ces remboursements, déduction faite de la différence remise à la société, doit être immédiatement remployé en achat de valeurs désignées

par la société parmi celles énumérées à l'article 8 du décret.

Si la société n'a pas donné d'ordres dans les quinze jours de la notification du remboursement, faite sous pli recommandé, par la Caisse des dépôts, le remploi est effectué d'office en rentes sur l'Etat.

La société conserve la faculté d'aliéner les titres consignés par elle, mais elle doit, dans un délai de quinze jours, remployer les fonds provenant de la vente. Passé ce délai, il serait procédé d'office à un remploi en rentes sur l'Etat, comme dans le cas envisagé ci-dessus.

Ainsi, la société peut gérer son cautionnement au mieux de ses intérêts, sauf à ne l'employer qu'en valeurs autorisées.

Mais elle ne peut opérer aucun retrait sans une autorisation ministérielle. Cette autorisation est donnée dans deux cas :

1° Lorsque le cautionnement a été fixé, pour l'année courante, à un chiffre inférieur à celui de l'année précédente. Les valeurs peuvent être retirées jusqu'à concurrence de la différence ;

2° Lorsque la société, ayant versé à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse les capitaux constitutifs de toutes les rentes à sa charge, justifie qu'elle a complètement rempli toutes ses obligations.

Si le versement de ces capitaux est motivé par une ~~cessation~~ cessation complète des assurances contre les accidents

du travail et que la société n'est plus liée par aucun contrat, le cautionnement, devenant sans objet, est remboursé en entier,

Si, au contraire, la société a entendu simplement se placer sous le régime des sociétés qui constituent à la Caisse nationale des retraites, au fur et à mesure de leur allocation, les rentes à leur charge, les valeurs composant le cautionnement ne peuvent être retirées que jusqu'à concurrence de moitié.

SECTION IV

RÉSERVE MATHÉMATIQUE

§ 1. — *Nature.* — On entend par réserve mathématique le montant des fonds mis en réserve par les sociétés d'assurances pour assurer le paiement, jusqu'à extinction, des pensions dont elles assurent elles-mêmes le service.

Le chiffre de cette réserve est déterminé mathématiquement pour chaque rente à servir, d'après des barèmes spéciaux tenant compte à la fois des intérêts que produisent les fonds composant la réserve et des chances qu'a le bénéficiaire de profiter plus ou moins longtemps de sa pension.

Aux termes de l'article 7 du 2^e décret du 28 février 1899, les sociétés anonymes d'assurances à primes fixes et les sociétés mutuelles d'assurances, sont tenues

de justifier, dès la deuxième année d'exploitation, de la constitution d'une réserve mathématique ayant pour minimum de valeur le montant des capitaux représentatifs des rentes et indemnités à servir à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail.

§ 2. — *Calcul.* — Les capitaux représentatifs sont déterminés d'après un barème minimum déterminé par arrêté ministériel après avis du comité consultatif des assurances.

Ce barème fixé par arrêté du 30 mars 1899 a été maintenu jusqu'à ce jour par des arrêtés annuels.

Il tient compte d'un intérêt de 3 0/0 et a pour base la table de mortalité CR (table de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse) pour les rentiers valides et la table de mortalité ICF (Invalides des chemins de fer) pour les rentiers atteints d'invalidité absolue. Il comprend 4 tableau différents.

Le premier de ces tableaux indique le capital représentatif d'une rente viagère d'un franc au profit des veuves et ascendants de victimes d'accidents (table CR).

Le second, celui d'une rente viagère et temporaire d'un franc au profit des orphelins (table CR).

Le troisième, celui d'une rente viagère d'un franc au profit des victimes d'accidents ayant entraîné l'incapacité permanente absolue de travail.

Le quatrième indique le complément de réserve destiné à faire face aux charges résultant du décès de la

victime pendant le délai de revision, pour 100 francs de salaire annuel (1) (table CR ou ICF).

Il y a lieu de remarquer qu'aucun tableau n'a été dressé pour les rentes dues à des victimes d'accidents n'ayant entraîné qu'une incapacité permanente *partielle* de travail. Un tel tableau ne pouvait être établi en raison de la multiplicité des cas à envisager, le degré d'invalidité pouvant varier à l'infini.

Pour obtenir le capital représentatif de ces rentes, on se sert à la fois du tarif correspondant à la validité et de celui correspondant à l'invalidité totale et on détermine par un calcul proportionnel le chiffre intermédiaire correspondant au degré d'invalidité donné.

§ 3. — *Fixation.* — Aux termes du 1^{er} paragraphe de l'article 8 du règlement d'administration publique du 28 février 1899, le montant de la réserve mathématique est arrêté chaque année, la société entendue, par le ministre du Commerce (2) et à l'époque qu'il détermine.

« A interpréter ce texte à la lettre, il eût fallu, par voie d'arrêté général, fixer annuellement les réserves mathématiques devant figurer au passif de chaque société. Mais ce procédé eût présenté, en réalité, des

1. En cas de décès de la victime pendant le délai de revision, son conjoint et ses enfants ou ses ascendants ont droit à des rentes basées sur son salaire au moment de l'accident.

2. Aujourd'hui par le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

difficultés insurmontables puisque cet arrêté aurait dû intervenir préalablement à la clôture des écritures et imposer les chiffres de réserves dont dépendent les inventaires avant que l'administration eût pu vérifier ces chiffres et même les connaître complètement.

« Il a donc paru que le seul moyen de répondre à l'esprit de cette disposition et aux exigences de la pratique comptable était d'attendre l'établissement de l'inventaire pour vérifier avec une approximation suffisante les réserves mathématiques de chaque société et imposer alors, s'il y avait lieu, les rectifications des réserves insuffisantes (1). »

§ 4. — *Constitution*. — A l'inverse du cautionnement qui, nous l'avons vu, est versé à la Caisse des dépôts et consignations, la réserve mathématique reste aux mains de la société. Mais elle ne peut être placée que dans les conditions suivantes :

1^o Pour les deux tiers au moins de la fixation annuelle, en valeurs de l'Etat ou jouissant d'une garantie de l'Etat, en obligations négociables et entièrement libérées des départements, des communes et des chambres de commerce, en obligations foncières et communales du Crédit foncier. (Ces valeurs sont les mêmes que celles prescrites pour la constitution du cautionnement.)

2^o Jusqu'à concurrence du tiers au plus de la fixation annuelle, en immeubles situés en France ou en premiè-

1. Rapport de février 1905 sur l'application de la loi du 9 avril 1898.

res hypothèques sur ces immeubles pour la moitié au maximum de leur valeur estimative.

3° Jusqu'à concurrence d'un dixième confondu dans le tiers précédent, en commandites industrielles ou en prêts à des exploitations industrielles de solvabilité notoire.

Les valeurs composant la réserve sont évaluées d'après les règles suivantes :

1° Les valeurs mobilières sont estimées à leur prix d'achat ; si leur valeur totale descend au-dessous de ce prix de plus d'un dixième, la société est tenue d'en parfaire la différence en titres nouveaux, sur arrêté ministériel, dans un délai qui ne peut être inférieur à deux ans, ni supérieur à cinq ans ;

2° Les immeubles sont estimés à leur prix d'achat ou de revient ; les prêts hypothécaires, les commandites industrielles ou les prêts à des sociétés industrielles, aux prix établis par actes authentiques.

Nous ferons remarquer en terminant que la réserve mathématique étant destinée à garantir le paiement des pensions dont les sociétés assurent elles-mêmes le service, les sociétés n'ont pas à en justifier pour les rentes dont les capitaux représentatifs ont été versés par elles à la Caisse nationale des retraites.

C'est en effet à ce dernier établissement qu'il incombe de constituer la réserve correspondant aux pensions qu'il a prises en charge.

CHAPITRE III

Résultats statistiques et financiers

Après avoir étudié la constitution et le fonctionnement du fonds de garantie, il convient pour apprécier l'importance et l'utilité de cette institution d'examiner ses résultats statistiques et financiers. Cet examen nous permettra de nous rendre compte, en même temps, de l'efficacité des mesures prises par le législateur en vue de limiter ses charges.

§ 1. — *Déclarations de non paiement.* — Si l'on consulte les rapports sur l'application de la loi de 1898, établis par le ministère du Commerce et, depuis sa création, par le ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, on constate que le nombre des déclarations de non paiement qui n'a été que de 4 en 1899 n'a cessé de croître rapidement jusqu'en 1903, année où il s'élève à 700.

Cette progression s'explique aisément. La loi du 9 avril 1899 n'a été mise en application qu'à partir du 1^{er} juillet 1899. Etant donné les délais afférents à la fixation des indemnités, ce n'est donc qu'à la fin de

cette année que les premiers termes des pensions sont devenus exigibles et que, par suite, les premières déclarations de non paiement ont pu se produire. C'est pour cette raison qu'en 1899, leur nombre est si minime.

D'autre part, la grande masse des travailleurs a ignoré, au début de l'application de la loi sur les accidents, l'existence du fonds de garantie. Ce n'est qu'au bout d'un certain temps que les intéressés ont su où s'adresser pour obtenir le paiement des indemnités qu'ils avaient vainement réclamées à leurs patrons.

De là une augmentation continue du nombre des déclarations.

Cette augmentation est surtout sensible en 1903, année où le nombre des réclamants passe brusquement de 240 à 700. Ce nombre tombe ensuite à 591 en 1904, et à 424 en 1905. En 1906, il se relève et passe à 528.

A quoi devons-nous attribuer le bond formidable constaté en 1903 ?

Si l'on fait une distinction entre les déclarations ayant pour objet des sommes dues par des chefs d'entreprises non assurés et celles concernant des indemnités à la charge des sociétés d'assurances, il est visible que ce mouvement anormal d'augmentation résulte uniquement de ces dernières.

Les premières, en effet, suivent une marche à peu près uniforme tout en paraissant se ralentir à partir de 1904.

Si le champ des insolvabilités individuelles ne s'était

pas élargi en 1907, en même temps que celui de la responsabilité forfaitaire, par suite de l'extension obligatoire du régime de la loi du 9 avril 1898 aux entreprises commerciales (1) et de son extension facultative (2) aux exploitations qui ne sont pas obligatoirement assujetties à ce régime, on pourrait même penser qu'en raison des progrès constants de l'assurance, le nombre de ces déclarations de non paiement dût diminuer sensiblement dans l'avenir.

En ce qui concerne les déclarations de non paiement de la seconde catégorie, c'est-à-dire celles ayant pour objet des sommes dues par des organes d'assurances, leur nombre augmente assez rapidement jusqu'en 1902, année où il s'élève à 113.

En 1903, il passe brusquement à 504, se trouvant ainsi quintuplé.

Il tombe ensuite à 351 en 1904 et 182 en 1905, puis remonte à 260 en 1906.

Les chiffres élevés correspondant aux années 1903 et 1904 doivent certainement être attribués à la faillite et à la liquidation des sociétés d'assurances « L'Espérance », « L'Industrie française », « L'Eternelle et « La Société générale des Assurances agricoles et industrielles ».

Le 1^{er} décembre 1902, en effet, « L'Espérance », dont

1. Loi du 12 avril 1906.

2. Loi du 18 juillet 1907.

la situation avait été jugée désespérée, le 19 novembre précédent, par le Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, est mise en faillite.

Par suite de cet événement, toutes les rentes à sa charge, dont bon nombre n'étaient déjà plus payées régulièrement, cessent d'être servies et il en résulte un grand nombre d'appels au fonds de garantie.

En 1903, « L'Industrie française », « L'Eternelle » et « La Société générale des Assurances agricoles et industrielles » cessent, après avis du Comité consultatif des assurances, d'être autorisées à pratiquer leurs opérations. Bien que jusqu'ici les conditions dans lesquelles la liquidation de ces sociétés a été opérée ne soient pas encore connues, il est à présumer que cette liquidation n'a pas été sans influencer considérablement sur les charges du fonds de garantie.

§ 2. — *Montant des sommes réclamées.* — Si nous examinons maintenant le montant des sommes faisant l'objet de ces déclarations de non paiement, nous constatons qu'il croît ou décroît en même temps que le nombre des déclarations, mais non dans la même proportion.

Tandis, en effet, qu'en 1899, la somme moyenne due par le chef d'entreprise ou l'assureur s'élève, pour chaque cas, à environ 1.440 francs (5760 : 4) elle ne s'élève plus qu'à 370 francs en 1900 (16700 : 45) 350 fr. en 1901 (50.300 : 141) 250 francs en 1902 (60.000 : 240)

247 francs en 1905 (104.500 : 424) et 200 francs seulement en 1906 (110.000 : 528).

Nous avons négligé à dessein dans cette énumération les années 1903 et 1904 qui, nous l'avons dit, correspondent à la déconfiture de plusieurs sociétés, événement exceptionnel qui, en raison du contrôle de plus en plus sévère exercé sur les organes d'assurances, ne se reproduira sans doute pas.

Ainsi, il ressort des chiffres précités que le montant des sommes réclamées par chaque déclarant tend à diminuer d'année en année. A quoi attribuer ce fait sinon à la cause que nous avons déjà indiquée ?

Les intéressés plus au courant de leurs droits qu'au début de l'application de la loi de 1898 attendent moins longtemps avant de s'adresser au fonds de garantie et, par suite, les arrérages échus qui font l'objet de leurs demandes sont moins élevés.

Mais il n'en résulte malheureusement pas pour cela une diminution dans les charges du fonds de garantie. Il n'existe, en effet, aucune corrélation entre ces charges et le montant des sommes restées impayées au moment de la déclaration, attendu que le fonds de garantie n'a pas seulement à acquitter les arrérages échus, mais encore dans la plupart des cas, tous ceux restant à échoir.

§ 3. — *Dépenses occasionnées*, — Le fonds de garantie, ayant à servir la pension jusqu'à son extinction, sauf à recouvrer ce qu'il pourra sur le débiteur, doit, pour satisfaire à cette obligation, verser à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse le capital constitutif de la pension.

Ainsi que le montre le tableau suivant, c'est le versement des capitaux constitutifs qui représente la plus grosse part des dépenses annuelles du fonds de garantie.

Tableau des dépenses annuelles du Fonds de garantie de 1899 à 1907

Années	Total des dépenses	DÉTAIL DES DÉPENSES		
		Sommes payées immédiatement aux bénéficiaires	Capitaux constitutifs versés à la Caisse nationale des retraites	Frais de fonctionnement et dépenses diverses
1899	685,25	670,75	»	14,50
1900	35.136,56	13.375,48	16.310	5.451,08
1901	415.637,95	45.000,36	200.079	170.558,59
1902	516.155,72	53.396,18	361.248	101.511,54
1903	1.800.939,51	130.832,61	1.532.148	137.958,90
1904	764.856,84	92.313,15	520.019	152.524,69
1905	901.829,64	84.563,47	585.810	231.456,17
1906	743.988,14	87.134,78	454.185	202.668,36
1907	790.271,11	91.181,09	455.256	243.834,02
	5.969.500,72	598.467,87	4.125.055	1.245.977,85

De 1899 à 1905, les dépenses augmentent à peu près dans les mêmes proportions que les déclarations de non paiement. Elles accusent en 1906 une diminution notable due, en grande partie, à celle des capitaux versés cette année-là à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

En ce qui concerne les frais de fonctionnement et les dépenses diverses du fonds de garantie, un fait mérite d'être signalé. C'est leur importance excessive à partir de 1905. Tandis que jusqu'à cette époque, ils ne représentent que 16 0/0 environ des dépenses totales, ils représentent pour les années suivantes 27 0/0, en moyenne, des mêmes dépenses.

Les troisième et quatrième rapports du ministère du Commerce sur l'application de la loi du 9 avril 1898 nous donnent l'explication de cette élévation subite des frais de fonctionnement. Cette élévation n'est qu'apparente; si les chiffres de 1905, 1906 et 1907 sont plus forts que ceux des années précédentes, cela tient surtout à ce que les frais de perception et de dégrèvement ont été portés en dépense à partir de 1905, alors que dans les années antérieures, ils étaient défalqués des recettes.

Les dépenses totales du fonds de garantie, depuis sa création jusqu'au 31 décembre 1907 se sont élevées à 5.969.500 fr. 72, mais les sacrifices imposés aux contribuables assujettis sont beaucoup plus considérables, car le décret du 28 février 1899, dans son article 30 a

prévu la constitution de réserves destinées à permettre au fonds de garantie de faire face, par le seul jeu de ses ressources amassées, et sans majoration accidentelle des taxes qui l'alimentent, aux charges exceptionnelles qui peuvent à un moment donné peser sur lui. Or, au 31 décembre 1907, ces réserves formaient un capital de 7.291.571 fr. 66.

§ 4. — *Recettes.* — Les recettes sont donc de beaucoup supérieures aux dépenses. Pour la période qui s'étend de 1899 à la fin de 1907, elles s'élèvent à 13.261.086 fr. 40.

Le tableau ci-dessous dont les chiffres sont extraits des rapports déjà cités, nous permet de nous rendre compte de leurs variations.

Tableau des recettes annuelles du Fonds de garantie de 1899 à 1907

Années	Recettes totales	Détail des recettes				
		Taxes	Recouvrements	Revenus et arrérages	Intérêts du fonds de roulement	Recettes diverses
1899	»	»	»	»	»	»
1900	1.283.598,77	1.280.048,86	245,10	»	3.304,81	»
1901	1.608.952,28	1.572.734,79	8.074,65	»	25.199,84	2.943,80
1902	1.650.651,14	1.546.307,22	11.982,10	79.501,52	7.790,80	5.069,80
1903	1.591.974,01	1.439.311,20	29.221,38	102.406,82	5.619,70	15.414,80
1904	1.466.774,38	1.314.845,09	30.620,89	88.371	8.810,21	24.127,80
1905	1.556.421,71	1.389.922,86	27.585,52	114.621	5.675,73	18.616,80
1906	1.859.053,45	1.372.679,29	305.811,26	141.812,50	5.031,15	33.719,80
1907	2.243.660,66	1.976.391,64	58.421,35	178.007,25	5.677,01	25.163,80
»	13.261.086,40	11.892.240,95	471.962,25	704.720,09	67.109,25	125.053,80

Alors que nous avons constaté que les dépenses avaient augmenté chaque année jusqu'en 1905, nous voyons que les recettes ont au contraire peu varié, tout au moins jusqu'en 1906. Cela s'explique par ce fait qu'elles se composent pour la plus grande part du produit des taxes additionnelles perçues en vertu de l'article 25 de la loi de 1898. Or, bien que ces taxes puissent, suivant les besoins, être majorées ou réduites par la loi de finances, en fait, elles sont toujours restées au taux fixé primitivement. Leur produit présente donc peu d'écart d'une année à l'autre. On remarque toutefois qu'en 1907, il s'élève dans une forte proportion. Cette augmentation subite est certainement le résultat de la mise en application de la loi du 12 avril 1906 qui en étendant le régime de la loi de 1898 aux exploitations commerciales oblige en même temps ces dernières à contribuer à l'alimentation du fonds de garantie.

Le chiffre peu élevé des recouvrements effectués à la suite de recours exercés après paiement contre les débiteurs, dans les conditions fixées par le premier décret du 28 février 1899 ne saurait surprendre étant donné que la plupart des réclamations des crédi-rentiers ont pour cause l'insolvabilité reconnue des patrons.

Mais ainsi que le fait observer le premier rapport sur l'application de la loi de 1898, les poursuites exercées par le fonds de garantie, si infructueuses qu'elles restent le plus souvent, ont cependant leur utilité, car elles empêchent de s'accréditer l'opinion que les chefs

d'entreprise peuvent impunément négliger de s'assurer contre les risques d'accidents et que le fonds de garantie se substituera à eux sans une discussion complète de leur insolvabilité.

On remarque qu'en 1906, les recouvrements se montent à 305.811 fr. 26 alors que jusqu'à cette époque, ils n'avaient pas dépassé 30.620. fr. 89. Cette augmentation exceptionnelle est due à l'attribution au fonds de garantie, en remboursement de ses avances, du cautionnement de la compagnie « L'Espérance » s'élevant à 274.843 fr. 98.

Abstraction faite de cette recette extraordinaire le chiffre des recouvrements se trouve donc ramené à celui beaucoup plus modeste de 30.967 fr. 28 (305.811,26 — 274.843,98).

En ce qui concerne les revenus et les arrérages, il y a lieu de croire qu'à moins d'une crise analogue à celle qui s'est produite en 1903, leur rendement s'accroîtra chaque année, étant donné que la réserve du fonds de garantie, s'accroît elle-même à chaque exercice, de la différence entre les recettes et les dépenses.

Il est permis d'espérer qu'à un moment donné cette branche de ressources pouvant suffire à elle seule à subvenir à l'entretien du fonds de garantie les taxes pourront être complètement supprimées.

Deuxième Partie

Constitution à la Caisse nationale des retraites pour la Vieillesse des pensions allouées en vertu de la loi du 9 avril 1898.

CHAPITRE PREMIER

Fonctionnement général de la Caisse. — Son intervention dans l'application de la loi de 1898.

SECTION I

OBJET ET ORGANISATION DE LA CAISSE NATIONALE DES RETRAITES

Le plan de notre étude nous amène à examiner dans cette seconde partie le rôle joué par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse en ce qui concerne le service des pensions allouées en vertu de la loi du 9 avril 1898.

Mais, il ne s'agit plus ici, comme pour le fonds de garantie, de la Caisse nationale des retraites envisagée

en tant que gérante d'une caisse distincte, spéciale à une catégorie particulière de pensions, mais bien de la Caisse nationale des retraites telle qu'elle a été organisée par la loi du 20 juillet 1886 (1).

Le moment est donc venu de donner quelques détails sur cette importante institution.

Elle a pour objet de recueillir et de faire fructifier par l'accumulation des intérêts l'épargne réalisée par les déposants en vue de s'assurer une pension pour leurs vieux jours.

Elle est gérée par la Caisse des dépôts et consignation et fonctionne sous la garantie de l'Etat et le contrôle d'une commission supérieure formée auprès du ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Cette commission est chargée en outre de l'examen de toutes les questions qui la concernent (2).

La Caisse nationale des retraites ne réalise aucun bénéfice et ne fait pas supporter ses frais de gestion par les déposants. Elle possède en effet une réserve

1. Cette Caisse qui avait été créée par la loi du 18 juin 1850, puis modifiée à diverses reprises, a été complètement refondue par la loi du 20 juillet 1886.

2. Cette Commission est composée de 16 membres, savoir : 2 sénateurs nommés par le Sénat ; 2 députés nommés par la Chambre ; 2 conseillers d'Etat nommés par le Conseil d'Etat ; 2 présidents de sociétés de secours mutuels et 1 industriel désigné par le ministre du Travail ; le président de la Chambre de commerce de Paris ; le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ; enfin 5 directeurs de divers ministères.

latente provenant des déshérences et des prescriptions sur les capitaux et les arrérages des rentes viagères qui lui permet de faire face, sans majoration des tarifs, aux dépenses dont il s'agit :

Elle a pour préposés directs, dans les départements, les trésoriers payeurs généraux et les receveurs particuliers des finances. En outre les percepteurs et les receveurs des postes sont chargés de recevoir les versements des déposants.

Les fonds de la Caisse nationale des retraites sont employés en rentes sur l'Etat, en valeurs du Trésor ou, sur la proposition de la Commission supérieure et avec l'assentiment du ministre des Finances, soit en valeurs garanties par le Trésor, soit en obligations départementales et communales.

La somme de rente produite par chaque versement est calculée d'après un tarif tenant compte :

1° De l'intérêt composé du capital ;

2° Des chances de mortalité en raison de l'âge du déposant et de l'âge choisi pour l'entrée en jouissance de la pension ;

3° Du remboursement, au décès, du capital versé, si ce capital a été réservé au profit d'ayants droit.

Un décret fixe au mois de décembre de chaque année, en tenant compte du taux moyen des placements en fonds de rente sur l'Etat effectués par la Caisse pendant l'année, le tarif qui doit être appliqué l'année suivante.

Les versements peuvent être effectués au profit de

toute personne âgée de plus de trois ans : soit par le titulaire lui-même, soit par un donateur, soit par un mandataire verbal ou par un intermédiaire.

Ces versements sont facultatifs ; ils peuvent avoir lieu à des périodes régulières ou être interrompus et repris au gré du déposant sans que celui-ci encoure aucune déchéance.

Ils sont faits à capital aliéné ou à capital réservé au choix du déposant qui peut ainsi, s'il le désire, en même temps qu'il s'assure une pension pour ses vieux jours, constituer aux siens un petit capital qu'ils toucheront à son décès.

Les versements opérés pendant le mariage par des déposants non séparés de biens, profitent par moitié à chacun des deux conjoints. Toutefois ceux effectués à titre de donation appartiennent exclusivement au conjoint au profit duquel ils sont faits.

Le maximum des versements qui peuvent être opérés pour un même compte pendant une année est de cinq cents francs (loi du 26 juillet 1893, article 61). Le minimum de chaque versement est d'un franc, mais des bulletins-retraites, délivrés sans frais chez tous les préposés de la Caisse permettent de réaliser cette somme au moyen de timbres-poste.

Le minimum des rentes qui peuvent être constituées est de 1.200 francs.

Les rentes sont incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de 360 francs. En cas de donation, elles

peuvent être déclarées incessibles et insaisissables en totalité.

L'entrée en jouissance ne peut être fixée à un âge inférieur à cinquante ans. Toutefois, tout déposant réduit à l'incapacité absolue de travailler est mis en possession, avant l'âge d'entrée en jouissance, d'une rente proportionnelle à son âge et à ses versements. Cette pension peut être bonifiée par une subvention de l'Etat.

Les arrérages des rentes viagères sont payables, chaque trimestre, à la Caisse des dépôts et consignations, ou, dans les départements, chez les trésoriers payeurs généraux, receveurs des finances et percepteurs.

Aux termes de la loi du 31 décembre 1895, des majorations de rentes viagères et des bonifications spéciales peuvent être accordées, sur des crédits inscrits annuellement au budget, aux pensionnaires de la Caisse nationale des retraites.

SECTION II

DES CAUSES POUR LESQUELLES LE LÉGISLATEUR DE 1898 A EU RECOURS A LA CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE

Il est facile de se rendre compte par les indications qui précèdent que la Caisse nationale des retraites s'adresse spécialement aux petits salariés soucieux de

se ménager quelques ressources pour leur vieillesse. Il peut donc paraître étrange au premier abord, que le législateur de 1898 ait eu recours à cette institution pour le service de pensions qui, comme nous le verrons plus loin, diffèrent sur beaucoup de points de celles qu'elle est appelée à servir normalement.

Il faut voir la raison de ce choix dans ce fait que la Caisse nationale des retraites, déjà chargée du paiement des pensions dues par les Caisses nationales d'assurances en cas d'accidents et en cas de décès (loi du 11 juillet 1868) se présentait comme un instrument tout trouvé, susceptible de s'adapter facilement au nouveau rôle qu'on voulait lui faire jouer.

Disposant d'un personnel au courant des questions d'assurances et de préposés nombreux dans toute la France, il lui était facile d'étendre ses opérations dans le sens que nous venons d'indiquer sans qu'il en résultât de grands frais.

En outre, possédant une longue expérience, ayant conquis par son administration sage et prudente la confiance du public et enfin jouissant de la garantie de l'Etat, elle présentait, au point de vue de la sécurité des capitaux considérables qui lui seraient confiés, toutes les garanties désirables.

Aussi, plutôt que de créer une Caisse spéciale ou de voir les débiteurs de pensions qui ne voudraient pas en effectuer eux-mêmes le service, en verser à des sociétés plus ou moins sûres les capitaux représentatifs, le

législateur préféra-t-il permettre à la Caisse nationale des retraites de recueillir ces capitaux.

Le service des pensions allouées à la suite d'accidents du travail a pris depuis 1899 une grande extension et constitue aujourd'hui une des attributions les plus importantes de cet établissement.

SECTION III

DES DIFFÉRENTS CAS DE CONSTITUTION

La constitution des pensions à la caisse nationale des retraites est le plus souvent facultative, mais il existe certains cas où elle est obligatoire.

Nous examinerons séparément chacune de ces hypothèses.

§ 1. — *Constitution facultative.* — Nous savons que les débiteurs ne sont pas astreints, en principe, à verser les capitaux constitutifs des rentes à leur charge.

Toutefois, dans le cas où ils préfèrent, plutôt que de payer chaque trimestre les arrérages de ces pensions, se libérer en une seule fois, ils ont la faculté de constituer ces pensions à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse (article 28 § 2).

Ils se trouvent ainsi déchargés complètement de leur obligation et soustraits à toutes les difficultés et à tous

les ennuis susceptibles d'être occasionnés par le service des pensions.

Toutefois, cette substitution n'a d'effet qu'en ce qui concerne l'obligation résultant de la décision judiciaire intervenue à la suite de l'accident; elle ne s'étend pas à celles qui pourraient naître ultérieurement à la suite d'une instance en revision.

Dans le cas où le montant de la rente se trouve augmenté, le constituant doit supporter la différence ou opérer à la Caisse nationale des retraites le versement d'un capital complémentaire.

Par contre, en cas de diminution ou de suppression de la pension, il y a lieu, à son profit, à un remboursement de capital.

La faculté accordée par le paragraphe 2 de l'article 28 aux débiteurs de pensions a été surtout mise à profit par les sociétés d'assurances.

Nous avons vu, en effet, que l'article 3 du deuxième décret du 28 février 1899, tenant compte du surcroît de garantie qu'offre aux titulaires des pensions le versement des capitaux à la Caisse nationale des retraites, stipule que le cautionnement des sociétés qui opèrent ce versement sera réduit de moitié.

De plus, ces sociétés se trouvant déchargées complètement du service des pensions n'ont plus à justifier chaque année de l'existence dans leur caisse, d'une réserve mathématique (art. 9 du décret précité).

Ces exemptions présentent pour elles de grands avan

tages ; aussi pour en bénéficier, la plupart usent de la faculté prévue à l'article 28 de la loi.

Toutefois, l'exercice de cette faculté ayant été l'objet de nombreux abus, le ministre du Commerce a dû, dans une circulaire du 16 avril 1901, fixer de façon précise, les conditions dans lesquelles ces constitutions devaient être effectuées.

Certaines sociétés voulaient, en effet, faire elles-mêmes le service des rentes aux victimes dont elles présumaient le décès prochain et exerçaient ainsi une sélection au détriment de la Caisse nationale des retraites. D'autres différaient, soit dans le même dessein, soit par négligence, la liquidation des capitaux constitutifs à leur charge et gardaient en réalité, pendant plusieurs mois, la disposition de ces capitaux, bien que bénéficiant d'une réduction de cautionnement et d'une exemption de réserve mathématique.

Pour être admises au bénéfice des dispositions de l'article 28 (§ 2) les sociétés doivent aujourd'hui :

1° Insérer dans leurs statuts que les capitaux constitutifs de toutes les rentes à leur charge seront versés immédiatement à la Caisse des retraites ;

2° Réaliser effectivement cette clause par des versements immédiats, c'est-à-dire, grâce à la tolérance accordée par l'administration, dans les deux mois qui suivent le règlement judiciaire des rentes à constituer ;

3° Dans les cas où des difficultés exceptionnelles, notamment l'impossibilité de se procurer, en temps

voulu, les pièces nécessaires pour opérer la constitution, déposer à la Caisse des dépôts et consignations, dans le délai de deux mois, un titre de rente au porteur, de quotité égale à la pension non constituée. Ce titre de rente ainsi consigné peut être retiré dès que la société a justifié de la constitution régulière de la rente

§ 2.— *Constitution obligatoire.*— a) *Rentes dues par les chefs d'entreprise.*— Nous nous bornerons à rappeler ici, en quelques mots, ce qui a été dit, en ce qui concerne les pensions dues par des chefs d'entreprise non assurés, au chapitre II de la première partie consacré aux mesures prises pour limiter les charges du fonds de garantie.

Bien qu'en principe le débiteur ne soit pas astreint à verser le capital représentatif des rentes à sa charge, il est cependant obligé, dans certains cas déterminés, de constituer ces rentes à la Caisse nationale des retraites.

Tant qu'il exerce son industrie, le fonds de garantie qui constitue sa caution peut avoir confiance en sa solvabilité et lui laisser par suite la disposition d'un capital qui peut, en contribuant à la prospérité de ses affaires, augmenter encore son crédit.

Mais il n'en est plus de même lorsque ce débiteur cesse, pour une raison quelconque, d'offrir la garantie normale d'une entreprise en activité. Il importe donc à ce moment de forcer le débiteur à déposer les fonds nécessai-

res pour assurer le paiement des arrérages de la pension.

C'est pourquoi le paragraphe 3 de l'article 28 de la loi contient la disposition suivante :

« Lorsqu'un chef d'entreprise cesse son industrie, soit volontairement, soit par décès, liquidation judiciaire ou faillite, soit par cession d'établissement, le capital représentatif des pensions à sa charge devient exigible de plein droit et sera versé à la Caisse nationale des retraites.

« Toutefois le chef d'entreprise ou ses ayants droit peuvent être exonérés du versement de ce capital, s'ils fournissent des garanties qui seront à déterminer par un règlement d'administration publique (1).

b) *Rentes dues par des tiers responsables.* — La loi du 22 mars 1902, en modifiant l'article 7 de la loi de 1898, a institué une autre cause de constitution obligatoire. Il s'agit du cas où l'accident a été occasionné par une personne autre que le patron ou ses ouvriers et préposés.

Le nouvel article 7 stipule en effet, que lorsque l'accident a entraîné une incapacité permanente de travail ou la mort, l'indemnité mise à la charge du tiers responsable doit être attribuée sous forme de rente servie par la Caisse nationale des retraites.

1. Voir le 3^e décret du 28 février 1899, 1^{re} partie, chapitre II.

Cette disposition ne constitue pas, à vrai dire, une nouvelle exception au principe de la non exigibilité du capital, car même avant la loi du 22 mars 1902, ce principe n'avait d'effet qu'en ce qui concerne les chefs d'entreprise ou leurs assureurs.

Le tiers qui avait causé l'accident était tenu, conformément aux règles du droit commun, à la réparation totale du préjudice causé. Or, ainsi qu'il a été fait remarquer au cours de la discussion du nouvel article 7 (1), les tribunaux, lorsqu'ils étaient saisis, soit d'une action directe de l'ouvrier ou de ses ayants droit, soit d'un recours du chef d'entreprise ou de l'assureur contre l'auteur de l'accident, avaient coutume de condamner à une rente et de décider que cette rente serait servie au moyen d'un titre sur l'Etat acheté et immatriculé au nom de la victime.

La situation des tiers ne s'est donc pas trouvée aggravée. Au contraire, la somme qu'ils ont à verser est moindre sous l'empire de la législation nouvelle qu'antérieurement, le capital constitutif d'une rente viagère étant bien inférieur au prix d'achat d'un titre de rente sur l'Etat, de la même quotité.

§ 3. — *Constitution des rentes à la charge du Fonds de garantie ou de la Caisse nationale d'assurance.* — Le Fonds de garantie et la Caisse nationale d'assu-

1. Chambre des députés, séance du 23 mai 1901.

rance n'effectuent pas eux-mêmes le service des pensions à leur charge. Ils constituent ces pensions à la Caisse nationale des retraites dans les mêmes conditions que les particuliers ou les organes d'assurances.

Leurs rapports avec la Caisse nationale des retraites étant les mêmes, à tous les points de vue, que ceux des débiteurs de pensions qui ont profité de la faculté accordée par l'article 28 de la loi, nous n'avons rien de particulier à dire sur ce point.

SECTION IV

DES PRINCIPALES DÉROGATIONS APPORTÉES PAR LA LOI DU 9 AVRIL 1898 AUX DISPOSITIONS LÉGISLATIVES CONCERNANT LA CAISSE NATIONALE DES RETRAITES

La loi du 9 avril 1898 déroge sur plusieurs points aux dispositions de la loi du 20 juillet 1886 relative à la Caisse nationale des retraites et de l'article 6 de la loi de finances du 26 juillet 1893.

Il convient donc, avant d'examiner les diverses opérations auxquelles donne lieu la constitution des pensions allouées à la suite d'accidents du travail, de dire quelques mots sur les principales de ces dérogations.

§ 1. — *Aliénation forcée du capital.* — Les sommes versées à la Caisse nationale des retraites peuvent être réservées soit au profit des héritiers ou ayants droit du titulaire, soit au profit du donateur. Il n'en est pas de

même lorsqu'il s'agit de versements effectués pour la constitution d'une rente allouée par suite d'accident du travail. Ces versements sont faits à capital aliéné et restent par suite acquis à la caisse, au décès du rentier.

§ 2. — *Montant des versements.* — La Caisse nationale des retraites étant spécialement destinée à recueillir au fur et à mesure de leur formation les épargnes réalisées par le travailleur, la loi de finances du 26 juillet 1893 (art. 6) a, dans le but d'empêcher toute opération étrangère à cet objectif, limité à 500 fr. le montant des versements pouvant être effectués dans une année au profit d'un même déposant.

Cette règle n'est pas applicable aux versements effectués en vertu de l'article 28 de la loi de 1898. Ces versements qui concernent des rentes à jouissance immédiate, doivent être effectués en une seule fois et ne peuvent, par conséquent être soumis à un maximum.

§ 3. — *Montant des rentes.* — Les rentes servies par la Caisse nationale des retraites ne peuvent être supérieures à 1.200 francs. Ce maximum n'est pas applicable à celles qui sont allouées à la suite d'accidents du travail. Ces dernières pensions sont en effet fixées judiciairement sur les bases suivantes :

Pour l'incapacité absolue et permanente, la rente est égale aux deux tiers du salaire annuel de la victime.

Pour l'incapacité partielle et permanente, la rente

est égale à la moitié de la réduction que l'accident a fait subir au salaire.

Pour le cas de mort, la rente du conjoint de la victime est égale à 20 0/0 du salaire et celle des enfants varie de 15 à 60 0/0.

Lorsqu'il n'existe ni conjoint, ni enfants, les ascendants et descendants qui étaient à la charge de la victime ont droit chacun à une rente de 10 0/0 du salaire sans que le total des rentes dépasse toutefois 30 0/0.

§ 4. — *Insaisissabilité et incessibilité.* — Alors que les pensions constituées en vertu de la loi de 1886 ne sont incessibles et insaisissables que jusqu'à concurrence de 360 francs, celles allouées par application de la loi de 1898, le sont en totalité.

Cette disposition se justifie pleinement étant donné que souvent les titulaires de ces dernières pensions se trouvent parfois incapables, à cause de leur infirmité, de se livrer à aucun travail rémunérateur. La pension dont ils jouissent présentant pour eux un caractère d'absolue nécessité mérite d'être mise tout entière à l'abri de tout acte susceptible de les en priver.

La Caisse nationale des retraites ne reçoit donc, en l'espèce, en aucun cas, les oppositions ou autres significations qui peuvent lui être présentées.

§ 5. — *Versements au profit d'enfants de moins de trois ans.* — La loi de 1886 ne permet pas, en raison du taux élevé de mortalité chez les enfants en bas âge, d'effectuer des versements au profit de personnes âgées

de moins de trois ans. Cette prohibition est incompatible avec la faculté accordée par l'article 28 de la loi de 1898 à tous les débiteurs de pensions.

Les orphelins ont droit en effet, jusqu'à leur seizième année, à une rente, et l'article 28 ne subordonne à aucune condition d'âge la possibilité de verser à la Caisse nationale des retraites les capitaux constitutifs des pensions. Par suite, la règle dont il s'agit n'est pas applicable lorsqu'il s'agit de la constitution de rentes d'orphelins de victimes d'accidents du travail.

§ 6. — *Age de jouissance.* — Les déposants ne peuvent, sauf le cas de blessures graves ou d'infirmités prématurées, entrer en jouissance de leur pension avant cinquante ans accomplis. D'autre part, lorsqu'un versement est effectué pour le compte d'une personne âgée de plus de soixante-cinq ans, la rente viagère est liquidée suivant les tarifs déterminés pour l'âge de soixante-cinq ans.

En matière de pensions d'accidents du travail, la jouissance est toujours immédiate, quel que soit l'âge du bénéficiaire, et les capitaux constitutifs sont calculés en tenant compte exactement de cet âge.

§ 7. — *Rentes temporaires.* — La Caisse nationale des retraites pour la vieillesse n'était appelée, comme son nom l'indique, qu'à servir des rentes viagères.

La loi de 1898 l'a obligée à servir également des rentes temporaires.

Les pensions allouées aux enfants et autres descen-

dants des victimes ne sont dues, en effet, que jusqu'à seize ans, âge auquel ces ayants droit sont généralement à même de trouver dans le travail, les ressources nécessaires à leurs besoins.

§ 8. — *Conversion de la rente en capital.* — Les rentes constituées en vertu de la loi de 1886 ne sont pas susceptibles d'être remplacées par le paiement d'un capital. Une telle pratique serait contraire au but même de l'institution et de nature à causer à celle-ci de sérieux préjudices.

En effet, la plupart des rentiers, dès qu'ils se sentiraient atteints d'une maladie susceptible d'avoir une issue fatale, s'empresseraient de faire racheter leur pension d'après les tarifs en usage pour la liquidation des rentes.

Cette règle s'applique également aux pensions d'accidents du travail, mais nous savons qu'elle comporte d'importantes exceptions. Le rachat de la rente ou son remplacement par un capital déterminé peut en effet avoir lieu dans les cas suivants :

a) Nouveau mariage du conjoint de la victime.

b) Cessation de résidence sur le territoire français de l'ouvrier étranger ou de ses ayants droit.

c) Attribution, par décision de justice, à l'expiration du délai de revision, du quart au plus du capital représentatif de la pension.

d) Le montant de la rente primitive ou révisée est inférieur à 400 francs.

La Caisse nationale des retraites se trouve donc obligée, dans ces hypothèses, de remplacer, soit totalement, soit partiellement, le service de la pension par le paiement d'un capital. Mais nous verrons plus loin qu'elle a dû, pour éviter les préjudices que pourraient lui causer les opérations de cette nature, subordonner ces dernières à des conditions déterminées.

§ 9. — *Réversibilité*. — Les rentes constituées en vertu de la loi de 1886 ne sont pas réversibles, c'est-à-dire qu'elles s'éteignent toujours au décès du titulaire. Mais pendant le mariage, les versements profitent par moitié à chacun des deux conjoints, de telle sorte que le dernier vivant des époux ne se trouve pas privé de ressources par le décès de l'autre.

Cette règle de non réversibilité s'applique également, en principe aux pensions constituées par application de la loi de 1898. Elle comporte toutefois les deux exceptions suivantes :

a) A l'expiration du délai de révision, la victime peut obtenir du tribunal que le capital représentatif de sa rente, ou ce capital réduit dans les conditions indiquées au paragraphe précédent serve à constituer sur sa tête une nouvelle rente viagère réversible pour moitié au plus sur la tête de son conjoint. Le montant de la nouvelle rente est bien entendu diminué de façon qu'il ne résulte de la réversibilité aucune augmentation de charges pour le débiteur.

b) La rente temporaire allouée aux enfants de la victime, âgés de moins de seize ans, orphelins de père *ou* de mère est une rente collective calculée à raison de 15 0/0 du salaire s'il n'y a qu'un enfant, de 25 0/0 s'il y en a deux, de 35 0/0 s'il y en a trois, de 40 0/0 s'il y en a quatre ou un plus grand nombre.

Cette rente se divise également entre tous les ayants droit, à chacun desquels la Caisse nationale des retraites délivre un titre individuel.

Par suite, au fur et à mesure que chaque portion de rente vient à s'éteindre, soit par suite du décès du titulaire, soit par suite d'accession à l'âge de seize ans, il y a lieu à une réversibilité totale sur la tête des autres ayants droit, s'ils sont quatre ou plus, ou à une réversibilité partielle s'ils sont moins de quatre (1).

1. Soit, par exemple, un groupe de 5 orphelins de père ou de mère. Ils jouissent d'une rente temporaire égale à 40 0/0 du salaire de la victime. Cette rente partagée également entre eux, représente pour chacun 8 0/0 du salaire de base.

Quand l'un d'eux n'a plus droit à sa part, celle-ci est partagée également entre les quatre autres, de façon que la rente totale soit encore de 40 0/0. La part de chacun deviendra donc égale à 10 0/0 (8 0/0 + 2 0/0).

Lorsqu'un autre cesse d'avoir droit à sa pension, la rente totale devant être ramenée à 35 0/0 du salaire, il y a lieu à une réversibilité partielle de la pension éteinte sur la tête des trois autres ayants droit dont les parts deviennent égales à 11,66 0/0 du salaire (10 0/0 + 5/3 0/0) etc...

CHAPITRE II

Des opérations auxquelles donne lieu le service des pensions

§ 1. — *Demande de constitution.* — Le débiteur qui désire constituer à la Caisse nationale des retraites la pension à sa charge, doit adresser à la direction générale de la Caisse des dépôts, ou à l'un de ses préposés, une demande accompagnée :

1° De l'expédition de l'ordonnance, du jugement ou de l'arrêt intervenu pour fixer le montant de la rente et, s'il s'agit d'une rente réversible, les conditions de la réversibilité ;

2° De l'extrait de l'acte de naissance.

Lorsque la pension a été allouée à la victime elle-même, il y a lieu, si la décision judiciaire ne mentionne pas la date de l'accident, de communiquer en outre le procès-verbal de l'enquête faite par le juge de paix.

§ 2. — *Calcul du capital constitutif.* — Le capital à verser pour constituer la pension est déterminé par la direction générale de la Caisse des dépôts d'après

les indications contenues dans les pièces produites. Ce capital varie en raison d'éléments multiples. (Age du rentier, âge au moment de l'accident, degré d'incapacité, etc...)

§ 3. — *Tarifs.* — Il est fait usage pour le calcul de tarifs spéciaux. Ceux actuellement en vigueur ont été publiés au *Journal officiel* du 9 novembre 1904 ; ils tiennent compte d'un taux d'intérêt de 3,25 0/0.

En ce qui concerne les rentiers valides (conjoint, descendants ou ascendants des victimes), la table de mortalité qui a servi de base pour l'établissement du tarif est celle dressée par la Caisse nationale des retraites pour l'application de la loi de 1886 (table CR). Mais cette table, en raison de sa destination primitive, n'avait été établie que pour les âges compris entre trois et soixante-cinq ans. Elle a dû, pour s'adapter à son nouveau rôle, être prolongée au-dessous de trois ans et au delà de soixante-cinq ans.

Pour les victimes d'accidents, il a été établi une table de mortalité spéciale, d'après les statistiques recueillies à l'étranger (table CRI). Cette table qui, à l'origine, tenait compte, pendant les quinze premières années après l'accident d'un accroissement de mortalité dû aux blessures ou aux infirmités causées par cet accident, a dû être révisée par la suite, la Caisse nationale des retraites ayant constaté qu'en fait cet accroissement de mortalité ne se faisait pas sentir pendant une aussi longue période.

La table de mortalité qui a servi à l'élaboration du nouveau tarif applicable aux rentes d'invalides, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1905, ne fait plus état des chances supplémentaires de décès dues à l'accident que pendant une période de dix années. Passé cette période le taux de mortalité redevient le même que pour les rentiers valides.

Mais la table CRI ne concernant que les victimes atteintes d'incapacité absolue de travail, le tarif qu'elle a servi à élaborer ne s'applique par suite qu'aux rentes dues à cette catégorie d'invalides. Lorsqu'il s'agit de calculer le capital constitutif d'une rente allouée à une personne atteinte d'invalidité partielle, il y a lieu, étant donné l'impossibilité d'établir un tarif pour chaque cas particulier d'invalidité, de combiner, au moyen d'un calcul proportionnel, les chiffres indiqués par le tarif CR avec ceux indiqués par le tarif CRI, de façon à obtenir un chiffre intermédiaire correspondant au degré d'invalidité envisagé.

§ 4. — *Versements.* — Le débiteur est informé par la direction générale de la Caisse des dépôts du montant du capital à verser pour constituer la pension et du délai dans lequel le versement doit être opéré. Le capital représentatif de la rente varie, en effet, de trois mois en trois mois, suivant l'âge du bénéficiaire et aussi lorsqu'il s'agit d'un invalide, suivant le temps écoulé depuis l'accident.

Le versement peut être effectué sur la production de

l'avis de la Caisse des dépôts, soit à Paris, chez le caissier général de cette administration, soit dans les départements, chez les trésoriers généraux, receveurs particuliers des finances, percepteurs ou receveurs des postes.

Le déposant souscrit, au moment du versement, une déclaration indiquant le montant du capital constitutif, le montant et la nature de la rente à servir, les noms, prénoms, domiciles, dates de naissance, etc... du ou des bénéficiaires. Cette déclaration est appuyée des pièces propres à établir l'exactitude des indications qu'elle contient (1).

Chaque constitution ne comportant en principe qu'un seul versement, ce versement ne donne pas lieu à la remise d'un livret, mais simplement à celle d'une¹ quittance à souche.

§ 5. — *Versements complémentaires.* — Les versements complémentaires peuvent avoir pour cause soit une erreur commise au détriment de la Caisse nationale des retraites, lors de la constitution, soit une augmentation du montant de la rente par suite de l'action en revision prévue par l'article 19 de la loi.

Il y a lieu d'examiner séparément chacun de ces cas.

PREMIER CAS. — Les pièces produites à l'appui des demandes de constitution, bien que n'étant acceptées que si elles sont régulières en la forme, peuvent con-

1. Décision judiciaire, actes de naissance, etc...

tenir des erreurs matérielles en ce qui concerne les éléments nécessaires pour le calcul du capital à verser. Lorsqu'il est révélé que ce calcul a été effectué en prenant pour base des dates ou des sommes erronées, il est procédé à une nouvelle évaluation du capital représentatif de la pension, et, selon que le capital réel se trouve inférieur ou supérieur à celui qui a été versé, il y a lieu à un versement complémentaire ou à un remboursement partiel.

DEUXIÈME CAS. — Lorsque par suite d'une instance en revision, fondée sur une aggravation de l'infirmité de la victime, le montant de la rente constituée à la Caisse nationale des retraites a été augmenté, le chef d'entreprise ou la société d'assurances demeurent débiteurs de la rente complémentaire.

Il leur incombe donc d'en assurer le service à leurs frais ou d'en verser le capital représentatif à la Caisse nationale des retraites.

Si le débiteur a recours à ce dernier moyen, il est procédé par la Caisse à l'évaluation du capital représentatif de l'ancienne rente. Ce calcul est effectué en prenant pour base le degré d'invalidité qui a servi à fixer le montant de cette rente.

Il est procédé ensuite à l'évaluation du capital représentatif de la nouvelle rente. Il est tenu compte pour ce calcul de l'aggravation d'invalidité reconnue par le tribunal, ce qui a pour effet de rendre le capital moins élevé.

La différence entre le capital représentatif de la nouvelle rente et celui de la rente primitive représente la somme complémentaire à verser par le constituant.

§ 6. — *Païement des rentes.* — D'une manière générale, le service des rentes émises en vertu de la loi de 1898 se fait dans les mêmes conditions que celles fixées pour les autres rentes servies par la Caisse nationale des retraites.

Il est donc délivré à chaque titulaire un extrait d'inscription nominatif et le paiement des arrérages est effectué chaque trimestre, à terme échu, entre les mains du porteur de cet extrait et du certificat de vie du rentier. Cette dernière pièce doit être délivrée sans frais par le maire, par application du décret du 6 mars 1891 (article 2) et de l'article 29 de la loi de 1898.

L'article 3 de cette loi stipule que les rentes sont payables à la résidence du titulaire ou au chef-lieu du canton de cette résidence et, si elles sont servies par la Caisse nationale des retraites, chez le préposé de cet établissement désigné par le titulaire.

Cette dernière disposition n'est pas de nature à occasionner de **grands** dérangements aux rentiers, les percepteurs ayant qualité pour payer les rentes de la Caisse nationale des retraites.

Les dates d'échéances sont les suivantes : 1^{er} mars, 1^{er} juin, 1^{er} septembre et 1^{er} décembre.

Le premier paiement ne comprend que les arrérages courus depuis le jour de la constitution jusqu'à l'échéance suivante.

§ 7. — *Arrérages dus au moment de la constitution.*

— Lorsque le constituant se trouve débiteur, au moment de la constitution, d'un prorata d'arrérages, il peut, au lieu de se libérer directement entre les mains de l'ayant droit, verser ce prorata à la Caisse nationale des retraites, en même temps que le capital de la pension. La somme versée est remise au titulaire avec les premiers arrérages échus sur la pension constituée.

Si le tribunal a ordonné, comme le lui permet la loi (art. 3 § C) le paiement d'avance de la moitié du premier arrérage, le même moyen pourra être employé par le constituant pour satisfaire à cette obligation, les rentes émises par la Caisse étant toujours payables à terme échu.

§ 8. — *Nouveau mariage du conjoint de la victime.*

— En cas de nouveau mariage, le conjoint cesse d'avoir droit à sa rente ; il lui est alloué dans ce cas le triple de cette rente à titre d'indemnité totale (art. 3 § A).

Cette déchéance se justifie aisément. La pension ayant pour objet de remplacer l'aide matérielle que le travail de la victime procurait au conjoint survivant, n'a plus en effet sa raison d'être dès l'instant que ce dernier se remarie.

L'époux survivant d'une victime d'accident mortel ne peut donc toucher les arrérages de sa pension qu'autant

que son certificat de vie énonce d'une manière formelle et explicite qu'il ne s'est pas remarié.

S'il est remarié, il doit, pour recevoir l'indemnité définitive à laquelle il a droit (trois années d'arrérages) restituer son titre à la Caisse nationale des retraites et produire un extrait de son acte de mariage.

Le capital versé pour constituer la rente viagère ayant été fixé dans l'hypothèse que le titulaire bénéficierait de sa pension jusqu'à son décès, le constituant a droit, par suite de la déchéance qui a atteint la pension, au remboursement du capital représentatif, évalué à la date du nouveau mariage, déduction faite de l'indemnité versée au bénéficiaire.

§ 9. — *Cessation de résidence sur le territoire français des rentiers étrangers.* — Les ouvriers étrangers, victimes d'accidents, qui cessent de résider sur le territoire français, reçoivent, pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur a été allouée.

Il en est de même pour leurs ayants droit étrangers cessant de résider sur le territoire français sans que, toutefois, le capital puisse alors dépasser la valeur actuelle de la rente d'après le tarif visé à l'article 28 (art. 3, *in fine*).

Cette disposition a pour objet d'empêcher des étrangers qui ont profité de la libéralité de la loi française d'aller dépenser hors de notre territoire les revenus qui leur sont servis sur les ressources de notre industrie nationale.

Le certificat de vie fourni pour le paiement de la rente due à un étranger doit donc constater que le titulaire réside sur le territoire français.

Lorsque ce titulaire quitte notre territoire, il lui appartient, pour recevoir l'indemnité définitive visée par l'article 3, de produire à la Caisse des retraites un certificat du maire de son dernier domicile constatant qu'il a fait devant ce magistrat la déclaration prévue par l'article 104 du Code civil.

Le constituant a droit, dans ce cas comme dans le précédent, et pour la même raison, au remboursement de la valeur actuelle de la rente, déduction faite de l'indemnité versée au bénéficiaire.

Toutefois, lorsque ce bénéficiaire est un orphelin, il arrive fréquemment que le constituant n'a rien à toucher, le capital représentatif de la rente étant entièrement absorbé par l'indemnité versée à l'ayant droit étranger (1).

§ 10. — *Conversion de la rente en capital.* — L'article 21 permet le remplacement par le paiement d'un capital de toute pension n'excédant pas 100 francs, si toutefois le titulaire est majeur. Ce rachat ne peut être effectué que d'après le tarif spécifié à l'article 28.

La Caisse nationale des retraites ne peut faire appli-

1. Les rentes allouées aux orphelins s'éteignant lorsque les bénéficiaires ont atteint leur seizième année, le capital représentatif de ces rentes est inférieur à trois années d'arrérages lorsque les titulaires ont plus de treize ans.

cation de cette disposition qui serait de nature à nuire gravement à ses intérêts.

Elle considère donc que les pensions dont elle assure le service ont été constituées après que les intéressés ont renoncé à la faculté de rachat prévue par l'article 21.

Toutefois, lorsque par suite de revision, le montant de la rente se trouve ramené à 100 francs ou au-dessous, elle ne se refuse pas à ce que les intéressés, profitant de cette occasion, conviennent immédiatement de remplacer la nouvelle rente par le versement de son capital représentatif.

Dans ce cas, elle rembourse au constituant, sur la production de la décision judiciaire intervenue et de la quittance du rentier, et sur la remise de l'extrait d'inscription, le capital représentatif de la rente primitivement allouée.

§ 11. — *Remboursement d'une partie du capital.* — Le remboursement d'une partie du capital peut avoir pour cause, soit une erreur commise dans le calcul du capital constitutif, soit l'application du paragraphe 1^{er} de l'article 9 de la loi.

PREMIER CAS. — Nous renvoyons à ce que nous avons dit au sujet des versements complémentaires (1).

DEUXIÈME CAS. — Lors du règlement définitif de la rente viagère, après le délai de revision prévu à l'arti-

1. Même chapitre, § 5.

cle 19 la victime peut demander au tribunal que le quart au plus du capital nécessaire à l'établissement de la rente, calculé d'après les tarifs dressés pour les victimes d'accidents par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, lui soit attribué en espèces (article 9).

Quand le titulaire d'une rente constituée a obtenu du tribunal le bénéfice de cette disposition, la Caisse rembourse à l'intéressé, sur la production de la décision de justice et la remise de l'extrait d'inscription, la portion de capital qui lui a été attribuée.

Elle émet ensuite une nouvelle rente dont la valeur correspond à celle de l'ancienne diminuée de la somme versée au rentier.

§ 12. — *Réversibilité sur la tête du conjoint.* — La victime peut aussi demander au tribunal, à l'expiration du délai de revision, que le capital nécessaire à l'établissement de la rente, ou ce capital réduit du quart au plus comme il vient d'être dit, serve à constituer sur sa tête une rente viagère réversible par moitié au plus sur la tête de son conjoint. Dans ce cas, la rente viagère est diminuée de façon qu'il ne résulte de la réversibilité aucune augmentation de charges pour le chef de l'entreprise (ou de l'assureur, article 9).

L'intéressé doit produire, en outre, des pièces prescrites dans le cas précédent, l'acte de naissance de son conjoint.

La Caisse nationale détermine le capital représentatif

de la pension déjà constituée, et après le remboursement, s'il y a lieu, d'une fraction de ce capital, elle constitue avec les fonds disponibles, une nouvelle rente réversible, dans la proportion fixée par le tribunal, sur la tête du conjoint du titulaire.

Au décès de la victime, si son conjoint lui survit, la Caisse émet au profit de ce dernier, sur la remise du titre de la rente éteinte et la production d'un certificat de vie, la rente viagère à laquelle il a droit.

§ 13. — *Assurance temporaire en cas de décès d'un rentier invalide au cours du délai de revision.* — Nous savons qu'à quelque époque que décède un invalide titulaire d'une rente viagère constituée à la Caisse nationale des retraites, le constituant ne peut prétendre à aucun remboursement, toutes les chances de mortalité étant entrées en ligne de compte dans la détermination du capital constitutif.

D'autre part, au cas où le décès survient au cours du délai de revision, le débiteur de la rente est exposé au risque d'avoir à effectuer un nouveau versement à la Caisse nationale des retraites pour constituer des rentes au profit des ayants droit de l'invalide décédé.

Pour permettre aux débiteurs de rentes de se garantir contre cette éventualité, la Caisse nationale des retraites accepte des contrats d'assurance temporaire de rentes de survie au profit des ayants droit des invalides, en cas de décès de ceux-ci avant l'expiration du délai de revision.

Tout contrat de l'espèce doit être souscrit lors de la constitution de la rente viagère au profit de l'invalidé dont le décès est susceptible d'entraîner par revision, l'allocation de rentes au profit des ayants droit.

Pour éviter toute sélection préjudiciable aux intérêts de la Caisse nationale des retraites, les sociétés d'assurances qui volontairement ou obligatoirement constituent à cette caisse les pensions à leur charge, sont tenues de déclarer lors du premier versement de chaque année, qu'elles renoncent au bénéfice de l'assurance complémentaire ou qu'elles s'engagent à la contracter pour toutes les rentes d'invalidité à constituer pendant l'année.

Si cet engagement n'est pas tenu, la Caisse peut, à son choix, maintenir les contrats d'assurance complémentaire souscrits dans l'année ou les annuler et rembourser sans intérêts les primes versées, déduction faite des arrérages payés sur les rentes constituées en vertu de ces contrats.

En cas de revision dans le sens d'une augmentation ou d'une diminution de rente ayant pour conséquence de modifier l'opinion de la Caisse sur les chances de mortalité de l'invalidé titulaire de la rente, il y a lieu à un versement complémentaire de prime ou à un remboursement partiel.

Le constituant désireux de contracter l'assurance complémentaire dont il vient d'être question doit produire les actes de naissance des personnes suscepti-

bles d'obtenir, en cas de revision par suite de décès de l'invalidé, l'allocation de rentes viagères ou temporaires.

§ 14. — *Rentes viagères différées.* — Les arrérages des rentes allouées aux victimes ou à leurs ayants droit courent à partir de la consolidation de la blessure ou du décès, sans se cumuler avec l'indemnité journalière de demi-salaire ou la provision qu'a pu accorder le tribunal.

Dans les cas où le montant de l'indemnité ou de la provision excède les arrérages dus jusqu'à la date de la fixation de la rente, le tribunal peut ordonner que le surplus sera précompté sur les arrérages ultérieurs, dans la proportion qu'il détermine (article 16).

Lorsque, conformément à cette disposition, le débiteur d'une rente allouée à une victime d'accident est autorisé à établir une compensation temporaire entre les arrérages de la totalité ou d'une partie de la rente et des avances faites par lui, la Caisse nationale des retraites accepte le versement immédiat du capital correspondant à la rente ou à la portion de rente ainsi différée.

Cette combinaison permet à certains débiteurs tels que les sociétés d'assurances, tenus d'effectuer dans un court délai la constitution intégrale des pensions à leur charge, de se conformer à cette obligation, tout en retenant sur le capital qu'ils versent, les sommes qu'ils ont avancées aux bénéficiaires.

§ 15. — *Remise du titre au constituant.* — Le constituant peut encore se récupérer de ses avances par un autre moyen.

Il n'a qu'à demander à la Caisse nationale des retraites, au moment du versement du capital représentatif de la pension, la remise entre ses mains du titre à émettre au nom du rentier.

La pension étant payable au porteur de ce titre et du certificat de vie du titulaire, il pourra, à condition toutefois que le rentier veuille bien lui procurer cette dernière pièce, toucher les arrérages jusqu'à complet recouvrement de ses avances.

Mais cette façon de procéder exige le consentement et même le concours du rentier, et, pour cette raison, il n'est pas toujours possible de l'employer.

CHAPITRE III

Résultats statistiques et financiers

Ainsi que nous l'avons fait pour le fonds de garantie nous essaierons de donner, dans ce chapitre, un aperçu de l'importance des opérations de la Caisse nationale des retraites se rattachant à l'application des dispositions de la loi de 1898.

§ 1. — *Nombre de versements.* — En consultant les rapports présentés chaque année au Président de la République par la commission supérieure de la Caisse nationale des retraites, on constate que les versements opérés par les débiteurs de rentes (chefs d'entreprise ou organes d'assurances) se sont élevés à 50 en 1899 (deuxième semestre) 1.316 en 1900 ; 3.402 en 1901 ; 4.055 en 1902 ; 6.355 en 1903 ; 6.561 en 1904 ; 5.148 en 1905 ; 6.212 en 1906 et 7.500 en 1907.

Le chiffre minime correspondant à l'exercice 1899 s'explique facilement. La loi n'étant entrée en application que le 1^{er} juillet 1899, les premières constitutions n'ont pu avoir lieu, étant donné les délais nécessaires

pour la liquidation des rentes qu'à la fin de l'année.

La progression rapide qui se manifeste de 1899 à 1903 est due en grande partie aux versements opérés par diverses sociétés d'assurances qui servaient elles-mêmes les pensions mises à leur charge et qui successivement ont renoncé à cette pratique et constitué tout leur stock de pensions à la Caisse nationale des retraites.

Cette mesure leur a permis de bénéficier de la réduction de cautionnement et de l'exemption de la réserve mathématique prévues par les articles 6 et 9 du décret du 28 février 1899.

Il y a lieu de remarquer, d'autre part, que, parmi les versements susvisés figurent ceux qui ont été **exceptionnellement** effectués par le ministère du Commerce, sur fonds budgétaires, pour constituer des pensions au profit des victimes ou d'ayants droit des victimes d'accidents survenus en juin 1899, conformément à la résolution votée par la Chambre des députés dans sa séance du 8 juin 1899.

Ces versements s'élèvent à 294 en 1900 et 276 en 1901.

L'arrêt qui se produit à partir, de 1903 dans l'augmentation du nombre des opérations, marque le moment semble-t-il, où l'application des dispositions de l'article 28 atteint son plein développement.

La diminution qui se fait sentir en 1905 et 1906 doit certainement être attribuée à la mise en vigueur, à la date du 1^{er} janvier 1905 d'un nouveau tarif moins avan-

tageux pour les constituants que celui qui avait été en usage jusqu'alors.

Nous savons, en effet, que ce nouveau tarif ne tient compte que d'un taux d'intérêt de 3,25 0/0 et, en ce qui concerne les rentes allouées à des invalides, est basé sur une table de mortalité dans laquelle il n'a été fait état des chances supplémentaires de décès résultant des blessures reçues que pendant un délai de dix ans à partir de l'accident.

L'ancien tarif, au contraire, faisait bénéficier les sommes versées par application de la loi de 1898 du même taux d'intérêt que celui servi aux déposants soumis aux dispositions de la loi de 1886, soit 3,50 0/0

De plus, la table de mortalité qui avait servi à élaborer ce tarif, ayant été dressée à l'aide d'éléments statistiques insuffisants, faisait état des chances supplémentaires de décès pendant une période de quinze ans, évaluation que l'expérience a permis de reconnaître fortement exagérée.

Il n'est donc pas surprenant qu'un certain nombre de chefs d'entreprise ou d'assureurs, non contraints par des dispositions législatives ou réglementaires de verser à la Caisse nationale des retraites les capitaux des pensions à leur charge, et croyant ne plus avoir de bénéfice à le faire, aient cherché ailleurs un meilleur placement pour ces capitaux. Mais ils n'ont pas tardé à s'apercevoir que malgré le changement survenu dans les tarifs de la Caisse nationale des retraites, ils avaient tou-

jours avantage à s'adresser à elle pour le service des pensions, car en 1907 le nombre des versements remonte sensiblement.

§ 2. — *Montant des versements.* — En ce qui concerne le montant des versements effectués chaque année nous voyons qu'il est à peu près parallèle au nombre de ces versements.

En 1899 il s'élève à.....	229.072,47
— 1900 —	5.220.392,25
— 1901 —	13.155.772,73
— 1902 —	14.732.450,77
— 1903 —	23.624.875,95
— 1904 —	23.526.353,41
— 1905 —	17.626.468,46
— 1906 —	19.953.279,43
— 1907 —	22.585.462,93
Total...	140.654.128,40

Ainsi, au 31 décembre 1907, les sommes versées à la Caisse nationale des retraites, au titre de la loi de 1898, atteignaient près de 141 millions.

§ 3. — *Rentes émises.* — Les rentes viagères émises depuis 1899 au profit de victimes ou d'ayants droit de victimes d'accidents du travail, se décomposent comme suit.

En 1899	31	pour.....	8.068
— 1900	1167	—	262.773
— 1901	3310	—	785.573
— 1902	3889	—	911.552
— 1903	6304	—	1.466.221
— 1904	5502	—	1.234.754
— 1905	5912	—	1.303.631
— 1906	5934	—	1.136.531
— 1907	7375	—	1.307.050
Total :	39.424	—	8.416.153

Le montant moyen de ces rentes ressort à 222 francs environ (1).

Les rentes temporaires pendant la même période au profit d'ayants droit de victimes (enfants ou autres descendants) s'élèvent :

En 1899	à	20	pour.....	3.332
— 1900	à	701	—	99.863
— 1901	à	1119	—	152.526
— 1902	à	1115	—	146.152
— 1903	à	1731	—	235.617
— 1904	à	1658	—	210.531
— 1905	à	1934	—	229.695
— 1906	à	1621	—	179.703
— 1907	à	2070	—	238.393
Au total		11.969	—	1.495.812

1. La moyenne des rentes viagères n'est que de 177 francs pour 1907.

La moyenne de ces rentes ressort à 127 francs environ (1).

En rapprochant le nombre total des rentes émises, soit 41.948 du montant des sommes versées indiqué au paragraphe précédent, on constate que le coût moyen d'une constitution de rente à la Caisse nationale des retraites s'élève à 3.983 francs environ.

Si l'on considère, d'autre part, qu'il est alloué en France, chaque année, environ 20.000 pensions à la suite d'accidents du travail, on remarque que le tiers de ces pensions se trouvent servies par la Caisse nationale des retraites.

Les autres sont soit rachetées par les débiteurs, soit servies directement par eux ou par les organes d'assurances.

§ 4. — *Rentes en cours.* — Les rentes en cours, au 31 décembre 1907 s'élevaient à 43.683 pour 8.850.214 fr. La différence entre ces chiffres et ceux des rentes émises représente les extinctions qui se sont produites soit par décès, soit par déchéance (nouveau mariage, résidence à l'étranger, etc.) soit, pour les rentes temporaires, par accession à la majorité de seize ans.

La réserve mathématique afférente à ces pensions s'élevait à 129.620.963 francs, somme inférieure à celle versée pour les constituer (141 millions).

1. La moyenne des rentes temporaires n'est que de 115 francs pour 1907.

§ 5. — *Paievements d'arrérages.* — Les rapports du ministère du Travail ne nous indiquent pas à combien se montent les arrérages payés jusqu'au 31 décembre 1903. Mais, nous voyons que la Caisse nationale des retraites a payé à ce titre.

4.552.176 fr. 82	en 1904
5.860.068 07	1905
6.890.795 20	1906
et 7.963.335 06	1907

Ces dépenses accusent d'une année à l'autre une augmentation sensible, mais très normale, étant donné qu'à l'époque actuelle le montant des rentes constituées au cours d'un exercice est fort supérieur au montant des rentes éteintes pendant ce même exercice. Mais lorsque les titulaires des rentes émises pendant les premières années d'application de la loi seront tous décédés ou déchus de leur droit à pension, si le nombre annuel des constitutions ne s'accroît plus, il arrivera que le total des rentes éteintes chaque année fera équilibre à celui des rentes émises.

A ce moment, les dépenses ayant atteint leur maximum, resteront à peu près stationnaires.

En attendant cette époque, l'augmentation des dépenses ne doit susciter aucune crainte, car la réserve mathématique qui, nous le savons, se montait à la fin de 1907 à près de 129 millions est fixée de façon à garantir le paiement des rentes en cours jusqu'à leur complète extinction.

§ 6. — *Paiements d'indemnités et remboursements de capitaux.* — Les indemnités payées en conformité de l'article 3 aux victimes ou à leurs ayants droit cessant d'avoir droit à pension par suite de résidence à l'étranger ou de nouveau mariage, se sont élevées :

En 1899 et 1900 à	»	
1901	20.055	fr.
1902	29.922	
1903	53.841	
1904	82.311	
1905	88.441	09
1906	93.688	
1907	102.436	95
Au total	470.695	fr. 04

Ces paiements d'indemnités ont eu pour corollaires les remboursements, au profit des constituants, des capitaux représentatifs des rentes annulées, déduction faite des indemnités. Ces capitaux, augmentés de ceux remboursés à la suite des revisions de rentes suivies ou non de rachats des nouvelles rentes se montent :

En 1899 et 1900 à	»	
1901	184.883	fr. 06
1902	184.500	
1903	541.508	21
1904	1.184.113	46
1905	1.693.214	41
1906	1.877.609	05
1907	1.729.076	30
Au total	7.394.904	fr. 49

Troisième Partie

La Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents

CHAPITRE PREMIER

Fonctionnement général de la Caisse. — Son intervention dans l'application de la loi de 1898

SECTION I

APPLICATION DE LA LOI DU 11 JUILLET 1868

Ainsi que nous l'avons fait pour la Caisse nationale des retraites, nous allons avant d'examiner le rôle particulier joué par la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, dans l'application de la loi de 1898, donner quelques détails sur l'objet principal et le fonctionnement de cette institution.

§ 1. — *Objet et administration.* — La Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, créée en même temps que la Caisse nationale d'assurances en cas de décès, par la loi du 11 juillet 1868, a pour objet

de constituer des pensions viagères aux personnes assurées qui, dans l'exécution de travaux agricoles ou industriels se trouvent atteintes de blessures entraînant une incapacité permanente de travail, et de donner des indemnités aux veuves et aux enfants mineurs, ou à la mère sexagénaire des assurés qui ont péri par suite d'accidents survenus dans l'exécution de ces travaux.

Cette caisse, de même que sa sœur jumelle, la Caisse nationale d'assurances en cas de décès, et son aînée, la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, fonctionne sous la garantie de l'Etat et le contrôle d'une commission supérieure de surveillance.

De même également que ces deux établissements et que le fonds de garantie, elle est gérée par la Caisse des dépôts et consignations.

Tous ses fonds disponibles sont employés en achat de rentes sur l'Etat.

§ 2. — *Assurances individuelles.* — L'âge exigé pour être admis à contracter une assurance est fixé à douze ans. Aux termes du décret du 10 août 1868 (article 1^{er}) toute personne qui désire souscrire un contrat doit en faire la proposition à la Caisse des dépôts et consignations. Cette proposition peut être adressée directement à la direction générale de cet établissement, à Paris, ou remise, dans les départements, à un trésorier général, à un receveur des finances, à un percepteur ou à un receveur des pos-

tes. Ces comptables l'adressent à la Caisse des dépôts qui a seule qualité pour y donner suite.

L'assurance a lieu par année moyennant le versement d'une prime annuelle de 8 francs, 5 francs ou 3 francs, au choix de l'assuré.

La pension viagère due aux assurés est calculée sur un capital égal à 640 fois le montant de la cotisation, pour les accidents ayant occasionné une incapacité absolue de travail, sans pouvoir être inférieure à 200 francs pour les cotisations de 5 francs et à 150 francs pour les cotisations de 3 francs.

Les pensions allouées pour des accidents entraînant une incapacité permanente du travail de la profession sont moitié de celles attribuées en cas d'invalidité absolue.

Le secours dû, en cas de mort par suite d'accident, à la veuve de l'assuré et, s'il est célibataire ou veuf sans enfants, à son père ou à sa mère sexagénaire, est égal à deux années de la pension qu'aurait eue la victime si l'accident n'avait entraîné qu'une incapacité absolue de travail.

L'enfant ou les enfants mineurs reçoivent un secours égal à celui qui est attribué à la veuve.

Ces différents secours sont payés en deux annuités.

La liquidation des pensions et indemnités se fait de la façon suivante :

Lorsqu'un assuré est atteint d'un accident grave, le maire, sur l'avis qui lui en est donné par la victime ou

ses représentants, établit un procès-verbal indiquant les circonstances, les causes et la nature de l'accident. Il charge un médecin de visiter le blessé et d'établir un certificat indiquant les suites probables de l'accident et, s'y il a lieu, l'époque à laquelle il sera possible d'en déterminer le résultat définitif.

Le rapport du maire et le certificat du médecin sont transmis avec la demande de la partie intéressée à un comité d'arrondissement dont la composition est réglée par l'article 24 du décret du 10 août 1868, modifié par celui du 14 août 1877.

Ce comité émet son avis sur la demande qui lui est présentée et cet avis est transmis aussitôt par le préfet au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations qui statue.

La Caisse nationale d'assurances ne sert pas elle-même les pensions accordées. Elle verse à la Caisse nationale des retraites le capital qui doit servir à l'établissement de la pension. Nous savons que ce capital est fixé invariablement à 640 fois le montant de la cotisation en cas d'incapacité absolue de travail et à 320 fois le montant de cette cotisation en cas d'incapacité du travail de la profession. Dans le premier cas, la moitié du capital versé est prélevée sur une subvention de l'Etat.

La Caisse nationale des retraites détermine à l'aide de ses tarifs et d'après l'âge de l'invalidé, le montant

de la rente correspondant au capital qui lui a été remis et émet un titre au nom du bénéficiaire.

Toutes les dispositions concernant le service des rentes constituées en vertu de la loi de 1886 sont applicables, à partir de ce moment, à cette catégorie particulière de pensions.

§ 3. — *Assurances collectives.* — Les administrations publiques, les compagnies de chemins de fer, les sociétés de secours mutuels autorisées peuvent assurer collectivement leurs ouvriers ou leurs membres par listes nominatives.

Les cotisations, pour chaque assuré, sont les mêmes que dans le cas d'assurance individuelle (8 francs, 5 francs ou 3 francs).

Il existe trois sortes d'assurances collectives :

1° L'assurance collective sans clause de substitution donnant lieu à la délivrance à chaque assuré d'un livret individuel qui lui reste propre et lui donne droit à l'assurance pendant toute l'année pour laquelle elle a été conclue, alors même qu'il cesse de faire partie de la collectivité en vue de laquelle l'assurance a été contractée ;

2° L'assurance collective avec clause de substitution et nombre fixe d'assurés, par laquelle le souscripteur se réserve le droit de substituer une personne à une autre ;

3° L'assurance collective avec clause de substitution et nombre variable d'assurés, par laquelle le souscrip-

teur se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer le nombre des assurés, sous la réserve de versements complémentaires ou de restitution par la Caisse nationale, suivant que le nombre des assurés a été supérieur ou inférieur au nombre moyen déclaré lors de la signature du contrat.

SECTION II

DES MOTIFS POUR LESQUELS LA CAISSE NATIONALE D'ASSURANCES A ÉTÉ AUTORISÉE A ÉTENDRE SES OPÉRATIONS AUX RISQUES PRÉVUS PAR LA LOI DE 1898.

Le gouvernement, pour donner satisfaction à plusieurs membres des deux Chambres, qui craignaient qu'en présence de l'afflux considérable de clientèle qu'allait leur procurer l'application de la loi sur les accidents, les sociétés d'assurances ne montrassent des exigences exagérées, s'était engagé au cours de la discussion, à déposer un autre projet autorisant la Caisse nationale d'assurances à étendre ses opérations aux risques prévus par la nouvelle loi.

Il est vrai que, pour échapper à ces prétentions, les chefs d'entreprise assujettis pouvaient constituer entre eux soit des sociétés mutuelles d'assurances, soit des syndicats de garantie.

Mais, la formation de ces organismes n'allait pas

sans lenteurs, ni difficultés. Aussi, les compagnies à primes fixes, mettant à profit le quasi-monopole dont elles jouissaient, avaient, à la veille de la mise en vigueur de la loi, majoré sensiblement leurs tarifs.

D'autre part, un grand nombre de patrons, soit que leurs entreprises fussent de trop minime importance, soit que les risques y afférents fussent trop grands, ne trouvaient pas à s'assurer ou ne trouvaient à le faire qu'à des conditions exorbitantes.

Les craintes émises au sein des Chambres se trouvaient donc fondées et il importait, en conséquence, d'habiliter au plustôt la Caisse créée par la loi de 1868 à pratiquer l'assurance contre les accidents régis par la loi de 1898 pour recueillir les risques rejetés par l'assurance libre et pour opposer, en même temps aux prétentions de cette assurance le frein d'une concurrence désintéressée.

Conformément à sa promesse, le gouvernement déposa, le 9 mai 1899, un projet de loi en ce sens.

Mais, à la séance de la Chambre des députés du 16 mai 1899, plusieurs membres firent observer que la loi du 9 avril 1898 devant entrer en application le 1^{er} juin suivant, en supposant même que les tarifs de la Caisse nationale d'assurances fussent prêts pour cette époque, les chefs d'entreprise ne disposeraient pas de temps nécessaire pour se rendre compte des avantages qu'ils pourraient avoir à s'assurer à la Caisse nationale.

Pour remédier à cet inconvénient, on ajouta à l'article unique du projet présenté par le gouvernement un autre article, en vertu duquel la loi du 9 avril 1898 ne serait appliquée qu'un mois après le jour où la Caisse des accidents aurait publié ses tarifs au *Journal officiel* et admis les industriels à contracter des polices.

En aucun cas toutefois cette prorogation ne devait excéder le 1^{er} juillet 1899.

Le projet ainsi complété fut promulgué le 24 mai 1899, et les tarifs ayant été publiés le 27 mai, la Caisse nationale commença ses nouvelles opérations le 1^{er} juin.

Les industriels eurent ainsi le temps nécessaire pour s'assurer en connaissance de cause auprès de la Caisse nationale, en vue de la mise en vigueur, à partir du 1^{er} juillet, de la loi sur les accidents.

Nous allons, dans les pages qui vont suivre, exposer le fonctionnement et les résultats de la Caisse nationale d'assurance, en ce qui touche l'explication de la loi de 1898.

CHAPITRE II

Application de la loi du 24 mai 1899

SECTION I

EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES OU COMMERCIALES

§ 1. — *Risques couverts par la caisse.* — Nous avons vu, en étudiant le fonds de garantie, que cette institution ne prenait à sa charge, en cas de non paiement par le débiteur, que les rentes viagères ou temporaires allouées aux victimes ou à leurs ayants droit, le recouvrement des autres indemnités, moins importantes, se trouvant en général assuré par l'exercice d'un privilège sur la généralité des meubles du débiteur.

Nous retrouvons, en ce qui concerne la Caisse nationale d'assurances, une distinction à peu près semblable. Cette Caisse ne couvre pas, en effet, la totalité des risques dérivant de l'application de la loi de 1898, mais seulement les principaux, ceux d'accidents entraînant la mort ou une incapacité permanente de travail, absolue ou partielle.

Toutefois, comme les dépenses occasionnées par ces

accidents comprennent des indemnités journalières, des frais médicaux et pharmaceutiques, des frais judiciaires et parfois des frais funéraires, son champ d'action se trouve un peu plus étendu que celui du fonds de garantie.

Mais elle n'est jamais tenue au paiement des indemnités afférentes aux incapacités temporaires de travail. C'est qu'en effet l'article 1^{er} de la loi du 24 mai 1899, étendant les opérations de la Caisse nationale d'assurances aux risques prévus par la loi du 9 avril 1898 contient une restriction formelle résultant des mots suivants : « pour les accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle ».

D'ailleurs, il ressort nettement des rapports et des débats législatifs que les auteurs de cette loi avaient l'intention de conserver à la Caisse nationale son caractère primitif et de ne rien changer à son fonctionnement.

Or, nous savons qu'en vertu de la loi du 11 juillet 1868, cette Caisse n'accorde des indemnités ou des pensions viagères qu'en cas de décès ou d'invalidité permanente.

Toutefois, il eût été facile au législateur de 1899 d'apporter à cette règle une dérogation spéciale en ce qui touche les opérations se rattachant à la loi de 1898, s'il n'avait pas été retenu par des considérations d'un autre ordre.

Il redoutait en effet les difficultés auxquelles se fût heurtée la caisse, en matière d'incapacités temporaires de travail.

C'est qu'en cette matière, les simulations et les fraudes, de la part des ouvriers, sont faciles à commettre.

Sans aller jusqu'à prétendre, comme on l'a fait bien injustement à notre avis, que certains ouvriers n'hésitent pas à se blesser volontairement pour bénéficier des dispositions de la loi de 1898, on peut admettre, en effet, qu'en l'absence de tout contrôle, nombre de blessés chercheraient à prolonger d'une façon abusive la durée de leur inactivité afin de toucher plus longtemps l'indemnité de demi-salaire.

Pour déjouer ces manœuvres, la Caisse nationale eût été obligée d'organiser dans toute la France, comme l'ont fait d'ailleurs les sociétés d'assurances, un service d'inspection chargé de suivre le blessé dans la marche de sa guérison.

Craignant sans doute que les résultats de l'assurance contre l'invalidité temporaire ne fussent pas en rapport avec les frais occasionnés par cette surveillance, le législateur n'a pas voulu habiliter la Caisse nationale à pratiquer cette assurance.

Cette décision est regrettable car elle a eu pour conséquence d'empêcher la Caisse nationale de faire aux compagnies une concurrence efficace et elle est cause du peu de succès de cet établissement auprès des industriels, ceux-ci ne se souciant guère de contracter une

double assurance, l'une à la Caisse nationale, pour les risques d'incapacité permanente, et de mort, l'autre à une société quelconque, pour les risques d'incapacité temporaire.

Il faut ajouter d'ailleurs que cette dernière assurance ne pourrait être contractée sans l'autre qu'à des conditions désavantageuses.

On objecte que si les cas d'incapacité temporaire sont les plus fréquents, en revanche, ils n'occasionnent en général que des frais peu élevés. Le patron peut donc, dans bien des cas, rester pour ces risques, son propre assureur.

D'autre part (et c'est cette considération qui a déterminé le législateur) l'article 5 de la loi de 1898 offre aux chefs d'entreprise la possibilité de se décharger pendant les trente, soixante ou quatre-vingt-dix premiers jours après l'accident, de l'obligation de payer aux victimes les frais de maladie et l'indemnité temporaire, en affiliant leurs ouvriers ou employés, sous certaines conditions, à des sociétés de secours mutuels.

Les patrons qui désirent se mettre à l'abri de tous ou presque tous les risques (la durée de l'invalidité temporaire est en effet rarement supérieure à quatre-vingt-dix jours) peuvent ainsi, en prenant à leur charge le tiers au moins de la cotisation, trouver dans ces sociétés de secours mutuels le complément naturel de la Caisse nationale d'assurances.

Cette combinaison, tout en répondant entièrement

aux intérêts des patrons, puisqu'elle leur permet de s'assurer à bon compte, présente en même temps l'avantage de procurer à leurs ouvriers ou employés, en cas de maladie, tous les secours nécessaires.

Cependant, elle paraît n'avoir obtenu jusqu'ici que peu de faveur auprès des intéressés.

§ 2. — *Des diverses catégories d'assurances.* — Même réduites à la garantie des risques de mort ou d'incapacité permanente, les assurances contractées à la Caisse nationale peuvent être de catégories différentes.

Le chef d'entreprise a en effet la faculté d'assurer à son choix tout son personnel (employés, ouvriers, apprentis) occupé ou à occuper soit par lui-même, soit par ses tâcherons, pour l'exercice de la profession déclarée, ou seulement une partie de ce personnel.

Ainsi, il lui est loisible, par exemple, de ne faire porter son assurance que sur le personnel le plus exposé aux accidents (mécaniciens ou chauffeurs, ouvriers occupés aux machines, etc...) et de rester son propre assureur en ce qui concerne les personnes occupées à des emplois peu dangereux (employés et garçons de bureaux, commis de magasins, etc...).

D'autre part, qu'il s'applique à tout ou partie du personnel, le contrat peut, selon les préférences du souscripteur — ou garantir uniquement les rentes et indemnités fixées par ordonnance du président du tribunal ou par décision judiciaire — ou comprendre, outre ces ren-

tes et indemnités, le paiement des frais funéraires, des indemnités journalières et des frais médicaux et pharmaceutiques dus jusqu'au point de départ des rentes.

La Caisse n'a pas à redouter dans ce dernier cas, les abus dont nous avons parlé précédemment, car, aux termes des polices, aucun versement ne peut être exigé d'elle tant que les rentes dues aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit n'ont pas été fixées dans les formes prévues par les articles 16 et 17 de la loi de 1898.

Ce n'est qu'après fixation des rentes que la Caisse rembourse au souscripteur les avances qu'il a faites pour le paiement de l'indemnité journalière et des autres frais, dans la limite des droits reconnus aux victimes par la loi de 1898.

Or, la décision judiciaire qui intervient après expertise médicale pour déterminer le montant de la rente, en fixe en même temps le point de départ. La caisse ne risque pas, par suite, d'être victime de fraudes ou de simulations commises en vue de toucher le plus longtemps possible l'indemnité de demi-salaire.

§ 3. — *Souscription et conditions générales du contrat.* — Tout chef d'entreprise désireux de contracter auprès de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents une assurance destinée à le garantir contre les risques prévus par la loi du 9 avril 1898, doit adresser au directeur général de la Caisse des dépôts, soit directement, soit par l'entremise d'un trésorier

général, receveur particulier des finances, percepteur ou receveur des postes, une demande de souscription de contrat

Cette demande est faite sur un imprimé spécial contenant un questionnaire détaillé destiné à renseigner la Caisse sur l'étendue des risques qu'elle aurait à courir.

Elle donne lieu, soit immédiatement, soit après enquête, à l'établissement d'une police en double exemplaire, signée par le souscripteur et par le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations représentant la Caisse nationale d'assurances. Cette police est exempte, par application de la loi du 11 juillet 1868, de tout droit de timbre et d'enregistrement.

Le chef d'entreprise verse en souscrivant, à titre de provision, une somme égale au tiers d'une prime annuelle basée sur le montant des salaires déclarés dans sa demande de souscription.

Un complément proportionnel de provision peut en outre être demandé à la fin de chaque année d'assurance s'il est constaté que le montant des salaires payés a été, pendant l'année, supérieur de 20 0/0 au chiffre qui a servi de base au calcul de la provision.

La prime est payable par trimestre et à terme échu. Elle est fixée d'après un relevé des salaires touchés par le personnel assuré et une copie des feuilles de paye. Ces deux pièces sont certifiées conformes par le chef d'entreprise.

La Caisse nationale se réserve le droit de vérifier

l'exactitude de ces pièces au moyen des livres de paye et de tous livres ou documents de comptabilité.

En cas de déclaration fausse, inexacte ou incomplète, ayant induit en erreur la Caisse nationale sur l'appréciation du risque ou le montant des salaires, le souscripteur doit rembourser à la Caisse toutes les sommes qu'elle a versées.

La Caisse nationale a en outre le droit de résilier la police par simple lettre recommandée.

Le contrat est résilié de plein droit en cas de faillite ou de liquidation judiciaire ou encore, si le souscripteur ne consent pas à supporter une augmentation de prime, en cas de modification importante dans l'entreprise assurée, de nature à entraîner une aggravation du risque.

Mais, alors que les compagnies d'assurance ont pour règle, lorsqu'un accident grave se produit, de résilier le contrat et d'imposer au chef d'entreprise, en cas de renouvellement, une augmentation de prime, la Caisse nationale d'assurances, quelque charge qu'elle ait à supporter, reste liée par son contrat.

Cette particularité n'est pas un des moindres avantages que présente pour le public la Caisse nationale d'assurances. Il y a lieu de remarquer cependant qu'elle ne constitue pas une faveur, mais simplement une interprétation équitable et logique du contrat d'assurance, la prime prévue par le contrat ayant été calculée en

tenant compte de tous les risques susceptibles de se réaliser.

§ 4. — *Procédure suivie en cas d'accident.* — La loi du 24 mai 1899, en habilitant la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents à étendre ses opérations aux risques prévus par la loi du 9 avril 1898, n'a dérogé en sa faveur ou en celle de ses assurés à aucune des dispositions de cette loi. Par suite, cet établissement et ses contractants se trouvent vis-à-vis des victimes ou de leurs ayants droit sur le même pied qu'une société d'assurances et ses clients. Ils ont les mêmes droits et les mêmes devoirs.

La procédure suivie en cas d'accident mettant la Caisse nationale en cause est donc absolument la même que si l'assureur était un organe privé.

Indépendamment des formalités prescrites par la loi de 1898, la Caisse nationale exige, comme les sociétés d'assurances du reste, que le chef d'entreprise lui adresse le jour même où ces pièces auront été déposées en mairie, une copie certifiée conforme par le déclarant, de la déclaration et du certificat médical remis au maire de la commune, conformément à l'article 11.

Lorsque le souscripteur habite ailleurs que dans le département de la Seine, ces pièces établies en double exemplaire, doivent être envoyées simultanément au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations et au trésorier payeur général ou au receveur par-

ticulier des finances de l'arrondissement dans lequel l'accident est survenu.

Le souscripteur doit en outre transmettre à ce même préposé, dès leur réception, toutes citations à enquête, convocations, assignations et pièces quelconques à lui signifiées ou adressées à l'occasion de l'accident.

La Caisse nationale a seule la direction des procès. Par suite, la désignation des avoués et avocats est faite à son choix et l'assuré n'a pas à s'immiscer dans le règlement des frais qui peuvent être dus à ces auxiliaires.

Lorsque les rentes revenant aux victimes ou à leurs ayants droit ont été fixées, conformément aux articles 16 et 17 de la loi de 1898, soit par ordonnance de conciliation, soit par jugement ou arrêt, la Caisse nationale rembourse au chef d'entreprise, si toutefois l'assurance n'a pas été restreinte aux rentes et frais funéraires, toutes les indemnités qu'il a versées.

Ce remboursement a lieu sur la production des reçus factures et notes d'honoraires acquittés suivant l'usage.

Quant aux pensions allouées, elles sont servies par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, moyennant la remise qui lui est faite par la Caisse nationale d'assurances du capital nécessaire à leur constitution.

Nous ne nous étendrons pas sur ce dernier point que nous avons déjà examiné en détail dans la deuxième partie de cette étude.

§ 5. — *Tarifs.* — La loi du 24 mai 1899 dispose dans

son article 1^{er} que les primes doivent être calculées de manière que les risques et les frais généraux de la caisse soient entièrement couverts sans qu'il soit nécessaire de recourir à la subvention prévue par la loi du 11 juillet 1868.

La Caisse nationale d'assurances doit donc, en ce qui concerne l'ensemble de ses opérations se rattachant à la loi de 1898, se suffire à elle-même sans faire appel aux contribuables.

Cette obligation se justifie aisément. S'il est bon, en effet que l'Etat, pour encourager les travailleurs à la pratique de la prévoyance et favoriser leurs efforts personnels, parfois si pénibles, leur vienne pécuniairement en aide, il ne serait pas juste que les contribuables, et surtout ceux qui subissent déjà les taxes du fonds de garantie, eussent à supporter d'autres charges du fait de l'insuffisance des primes imposées à ses assurés par la Caisse nationale.

Mais, par contre, cette caisse, pas plus en matière d'assurances régies par la loi du 24 mai 1899 qu'en celle d'assurances régies par la loi du 11 juillet 1868 n'a à rechercher de bénéfices. Ni gain, ni perte, telle doit être sa ligne de conduite.

Pour atteindre ce résultat, on a dû, dès le 14 août 1900 substituer au tarif qui avait été établi par décret du 27 mai 1899, au moyen, faute d'autres éléments, de statistiques allemandes et autrichiennes, un nouveau

tarif basé sur les données de l'expérience acquise pendant la première année d'application.

Ce tarif a d'ailleurs été modifié lui-même ou complété au fur et à mesure que la nécessité s'en est fait sentir. Ces modifications ont fait l'objet des décrets des 4 décembre 1901 et 8 décembre 1904, de celui du 22 novembre 1906 — qui par suite de l'extension des dispositions de la loi de 1898 aux entreprises commerciales fixe le taux des primes applicables à ces entreprises — enfin de celui du 14 janvier 1907.

Le tarif actuellement en vigueur, bien que s'appliquant aux professions les plus diverses ne peut nécessairement les comprendre toutes. Aussi, pour celles qui ne s'y trouvent pas dénommées, les primes sont déterminées par assimilation avec les professions tarifées qui présentent des risques analogues.

Le coefficient des frais occasionnés par chaque assurance n'étant pas proportionnel au montant des primes, mais croissant au contraire à mesure que ces primes diminuent, le décret du 22 novembre 1906 a dû, pour que les recettes provenant des contrats de peu d'importance ne fussent pas entièrement absorbées par les frais d'administration, établir un minimum de prime annuelle. Ce minimum est de 8 francs.

Toutes les entreprises de même catégorie n'offrent pas forcément des risques analogues. Aussi la caisse a la faculté de réduire ou de majorer les primes de 30 0/0

de leur valeur, en raison des conditions particulières d'exploitation de ces entreprises.

Lorsque les professions présentent des risques anormaux la majoration peut même être portée à 60 0/0.

Ces mesures ont pour heureux effet d'intéresser pécuniairement les patrons assurés à prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter le plus possible les accidents.

SECTION II

EXPLOITATIONS AGRICOLES

Une loi du 30 juin 1899 a étendu les dispositions de la loi de 1898 « aux accidents occasionnés par l'emploi de machines agricoles mues par des moteurs inanimés et dont sont victimes, par le fait ou à l'occasion du travail, les personnes, quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de ces moteurs ou machines. »

« Est considéré comme exploitant l'individu ou la collectivité qui dirige le moteur ou le fait diriger par ses préposés.

Certains des travaux agricoles visés par la loi du 30 juin 1899, notamment le battage mécanique des grains, s'effectuent le plus souvent dans l'espace de deux ou trois mois de l'année à l'aide de machines nomades et d'un personnel pris sur place et pouvant changer plusieurs fois dans une même journée, Or, ces diverses

conditions de travail sont inconciliables avec plusieurs clauses des polices de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents (loi du 24 mai 1899) telles que : paiement des primes par trimestre, production d'une liste nominative du personnel au moment de la souscription du contrat et de bordereaux de mutations en cours d'assurance, etc.

Par suite, pour permettre à cette catégorie d'exploitants agricoles de se garantir contre les risques de la loi de 1898 mis à leur charge par la loi susvisée du 30 juin 1899, la Caisse nationale a soumis les assurances de l'espèce à des conditions particulières.

Voici, en ce qui concerne spécialement les exploitations de batteuses agricoles, les principales de ces conditions :

1° L'assurance porte sur toutes les personnes, quelles qu'elles soient, occupées à la conduite ou au service de la machine ou de son moteur ;

2° Elle peut être conclue par périodes successives de un jour, deux jours, plusieurs jours, un mois, etc., avec faculté pour le souscripteur d'exclure de l'assurance pour une période choisie, tels jours qu'il lui convient ;

3° La prime est de 4 fr. 50 par jour et par machine ; elle est payable d'avance pour le nombre de journées de travail déclaré.

CHAPITRE III

Résultats Statistiques et Financiers

Suivant la méthode que nous avons déjà employée pour le Fonds de garantie et la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, nous allons compléter l'étude du rôle joué par la Caisse nationale d'assurances dans l'application des lois du 9 avril 1898 et du 30 juin 1899 en donnant un aperçu de l'importance et de la marche des opérations de cet établissement.

Comme précédemment, nous nous servirons des chiffres contenus dans les rapports publiés par le ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

§ 1. — *Nombre de contrats.* — Le nombre des contrats en cours qui, au 31 décembre 1899, c'est-à-dire six mois après la mise en vigueur de la loi du 24 mai 1899, était de 792, au lieu d'augmenter dans les années suivantes comme on était en droit de l'espérer, n'a pas tardé au contraire à diminuer. Il n'est plus en effet que

de 649 au 31 décembre 1900 et 588 au 31 décembre 1901.

A quoi attribuer cette baisse rapide, sinon à un découragement des chefs d'entreprise en face des formalités gênantes que leur imposait à cette époque la Caisse nationale d'assurances et de la garantie incomplète qu'elle leur offrait ?

En effet, à partir du moment où la Caisse nationale cesse d'exiger de ses assurés la déclaration immédiate de toute mutation survenue dans leur personnel, le nombre des polices s'accroît. En 1902 il est de 608 : en 1903, de 828 ; en 1904 de 1087 ; en 1905 de 1103 ; en 1906 de 1215 et en 1907 de 1798.

En résumé ce nombre est passé, en sept ans, de 792 à 1798, ce qui représente une augmentation de plus de 100 0/0.

Il est à présumer que la mise en vigueur de la loi du 12 avril 1906, étendant à toutes les exploitations commerciales les dispositions de la loi du 9 avril 1898, constitue la principale cause de l'importante augmentation constatée en 1907.

§ 2. — *Salaires assurés.* — En ce qui concerne le chiffre des salaires assurés nous voyons, chose normale, que sa marche correspond à celle accusée par le nombre des contrats.

Toutefois la crise dont a souffert, au début, la Caisse nationale d'assurances est encore plus sensible ici. En effet, de 20.255.684 francs en 1899, les salaires assurés

sont tombés en 1901 à 10.561.853 francs, soit une diminution de près de moitié alors que le nombre des contrats n'a baissé, dans la même période, que d'environ 30 0/0.

Cette constatation prouve que ce sont surtout les grosses entreprises, celles qui payaient le plus de salaires, qui se trouvaient le plus gênées par les formalités que leur imposait la Caisse nationale.

De 1901 à 1907, le montant des salaires assurés s'élève progressivement de 10.561.853 à 40.169.427, c'est-à-dire qu'il se trouve quadruplé en six ans.

Si nous rapprochons maintenant ces chiffres de ceux qui représentent les salaires assurés par les sociétés mutuelles ou à primes fixes, nous sommes obligé de constater que, quelque appréciables que soient les progrès accomplis par la Caisse nationale d'assurances, dans ces dernières années, ses opérations sont encore peu de chose en comparaison de celles des organes privés d'assurances.

Que sont, en effet les 40 millions de salaires assurés par la Caisse en 1907, à côté des 3 milliards et demi assurés par l'ensemble des sociétés, ou même à côté des 300 millions assurés par l'une d'entre elles, la « Zurich » ?

§ 3. — *Primes.* — Il ne nous paraît pas utile de citer, année par année, le chiffre des primes encaissées. Ce chiffre varie d'ailleurs en même temps que celui des

salaires assurés, et suivant une marche à peu près parallèle.

Bornons-nous à dire qu'en 1907 ces primes forment un total de 924.719 fr. 29 pour les risques industriels et commerciaux (lois des 9 avril 1898 et 12 avril 1906) et de 9.955 fr.50 pour les risques agricoles (loi du 30 juin 1899).

La prime moyenne réclamée pour 100 francs de salaires ressort pour la même année en ce qui concerne uniquement les risques industriels (1) à 2 fr. 30.

Nous devons dire que cette prime moyenne est légèrement supérieure à celle réclamée par les organes privés d'assurances. Cette dernière, bien que couvrant à la fois les risques d'incapacité permanente et ceux d'incapacité temporaire, n'est en effet que de 2 fr. 19 pour les sociétés mutuelles, et de 2 fr. 13 pour les sociétés anonymes.

Mais hâtons-nous de faire remarquer que, dans leur ensemble, les primes des sociétés d'assurances, surtout celles des sociétés anonymes, bien qu'ayant été augmentées chaque année depuis 1900, sont insuffisantes pour couvrir les dépenses de ces sociétés.

Certaines de ces dernières ont donc subi des déficits

1. On sait que pour les risques agricoles la prime n'est pas basée sur les salaires mais sur d'autres éléments. Ainsi, pour le battage des grains, elle est fixée uniformément à 1 fr. 50 par machine et par jour (chapitre II, section II).

qui les ont mises dans des situations très critiques et parfois même désespérées.

En 1903, le ministre du Commerce a dû retirer à trois d'entre elles (1), en raison de leur mauvaise situation financière, l'autorisation de pratiquer l'assurance contre les accidents du travail. D'autres, telles que la *Préservatrice* (mutuelle), la *Conservatrice*, la *Gauloise*, en présence des déboires qu'elles éprouvaient, ont cessé d'elles-mêmes leurs opérations.

N'oublions pas non plus la faillite de l'*Espérance* qui a imposé de si lourdes charges au fonds de garantie.

En définitive, si elles assurent parfois à de meilleures conditions que la Caisse nationale, ce n'est qu'à leur détriment ou à celui des contribuables.

Il faut ajouter d'autre part que la clientèle de la Caisse nationale comprend bon nombre de chefs d'entreprise qui, en raison des risques trop grands que présentent leurs industries, n'ont pu trouver à s'assurer à une Compagnie.

§ 4. — *Recettes.* — Les recettes ont suivi la progression que nous avons déjà constatée dans le nombre des contrats, dans le montant des salaires assurés et dans celui des primes encaissées.

Elles se composent d'ailleurs, pour la plus grosse

1. L'*Eternelle*, l'*Industrie française*, la *Société générale de Assurances agricoles industrielles*.

part, du montant de ces primes et des provisions versées par les assurés à titre de garantie.

Elles se sont élevées, en 1907, à 1.124.470 fr. 46 se décomposant comme suit :

1° Provisions à titre de garantie....	146.498 fr. 00	
2° Primes échues et centralisées dans les écritures :		
a) Au titre des lois du 9 avril 1898 et 12 avril 1906 (risques industriels et commerciaux).....	918.079	82
b) Au titre de la loi du 30 juin 1899 (risques agricoles).....	9.955	50
3° Intérêts sur les fonds placés en compte courant à la Caisse des dépôts	9.226	64
4° Recettes diverses.....	40.710	50
Au total.....	1.124.470 fr. 46	

§ 5. — *Dépenses.* — Les dépenses s'élevaient en 1900 à 207.372 fr.03 dont 145.027 fr. 92 pour les règlements de sinistres et 63.344 fr. 11 pour les frais de personnel et de matériel.

Elles ont atteint, en 1907, 857.559 fr. 76 se décomposant comme suit :

1° Règlements de sinistres.....	796.996 fr. 58	
2° Remboursements d'excédents de provisions.....	12.082	68
3° Frais administratifs de l'année 1906 remboursés en 1907 à la Caisse des dépôts.....	48.145	92
4° Versements au fonds de garantie, divers	334	58
Soit au total.....	857.559 fr. 76	

Nous voyons que les frais administratifs ont notablement diminué depuis 1900. Nous nous garderons toutefois de tirer de ce fait une conclusion trop optimiste. Il est à présumer, en effet, que la somme de 63.344 fr. 11 afférente à l'exercice 1900 se compose surtout de frais de premier établissement, tandis que celle de 48.145 fr. 92 se rapportant à l'exercice 1907 ne comprend que des frais courants d'administration.

Il faut cependant reconnaître que l'ensemble des frais de gestion et des frais judiciaires, rapportés à 100 francs de salaires assurés, est moins élevé pour la Caisse nationale que pour les autres organes d'assurances.

Si l'on prend, par exemple, l'année 1905, on constate que ces frais se montent à 87, 476 fr. 89 (43.350, 44 + 44. 126, 45) pour 26.568.928 francs de salaires assurés, ce qui donne un coefficient de 0,33 0/0 environ.

Or, pour le même exercice, ce coefficient est de 0,50 0/0 pour les organes privés d'assurances.

Cela prouve évidemment que si la Caisse nationale a une prime moyenne plus élevée que celle des sociétés, ce n'est pas parce que son administration est trop coûteuse, mais simplement parce que les risques qu'elle couvre sont en général supérieurs à ceux qu'assurent les sociétés.

CONCLUSION

Nous avons pu nous convaincre, au cours de cette étude, que l'Etat, bien que ne possédant aucun monopole en matière d'assurances, n'en prenait pas moins une part fort importante dans la réparation des accidents du travail.

Nous avons vu que son intervention était vaste et complexe, qu'elle se manifestait sous des formes diverses, sans toutefois se produire directement, mais par l'intermédiaire de la Caisse des dépôts ou des Caisses gérées par elle, ces différents établissements s'étant trouvés, en raison de leur destination primitive, tout désignés pour remplir avantageusement, pour le compte de l'Etat, les fonctions qu'il s'était réservées.

Nous avons donc été amené à examiner en détail l'organisation et le fonctionnement de chacun de ces établissements ainsi que leur rôle particulier dans l'application de la loi de 1898.

Il nous reste, pour terminer, à jeter un coup d'œil d'ensemble sur le régime adopté par le législateur français pour garantir la réparation des accidents du

travail, à en apprécier les résultats généraux et à indiquer quelques-unes des modifications qu'il serait désirable, selon nous, d'y voir apporter.

Ce régime, pour n'être ni un système complet d'assurance par l'Etat, ni même un système complet d'assurance obligatoire, fait cependant une large place à l'un et à l'autre de ces systèmes.

D'une part, en effet, s'il laisse le chef d'entreprise libre de recourir à l'assurance privée ou même de ne pas s'assurer du tout contre les risques d'accidents, il ne l'en oblige pas moins à contribuer suivant l'importance présumée de ses affaires, à l'entretien d'un fonds commun de garantie qui présente en réalité le caractère d'une assurance obligatoire par l'Etat contre son insolvabilité éventuelle.

D'autre part, il comporte l'assurance facultative par une caisse d'Etat, des risques mêmes d'accidents.

En ce qui concerne la garantie des indemnités, nous pensons que ce régime présente deux graves inconvénients, l'un pour les travailleurs, l'autre pour les chefs d'entreprise.

En premier lieu, la garantie est incomplète, ne s'appliquant ni aux frais médicaux et pharmaceutiques, ni l'indemnité journalière de demi-salaire.

Le législateur de 1898, a étendu, il est vrai, à ces dernières indemnités, le privilège de l'article 2101 du Code civil, mais, en fait, ce privilège, inscrit sous le

numéro 6, se trouve souvent dénué de tout effet, étant primé par d'autres.

De plus, bien que la victime jouisse de plein droit pour tous les actes d'exécution mobilière et immobilière, du bénéfice de l'assistance judiciaire, la procédure à laquelle elle doit recourir est moins pratique et moins rapide que celle instituée pour les appels au fonds de garantie.

Il conviendrait donc, pour assurer d'une façon effective la réparation pécuniaire de tous les accidents du travail, d'étendre à l'ensemble des indemnités allouées par application de la loi de 1898, la garantie que l'Etat accorde seulement aux pensions.

En second lieu, cette garantie, dans la mesure où elle existe, pèse fort inégalement, malgré les modifications apportées sur ce point, par les lois des 12 avril 1906 et 30 janvier 1907, sur les chefs d'entreprise assujettis au risque professionnel.

Pour supprimer cette injustice, il faudrait substituer à l'assiette actuelle des taxes alimentant le fonds de garantie, une répartition basée rigoureusement sur les risques d'insolvabilité des chefs d'entreprise.

On devrait, en conséquence, exempter de toute cotisation ceux qui ont eu la sagesse de s'assurer et surtout ceux qui ont contracté une police auprès du plus sûr de tous les organes d'assurances : la Caisse nationale garantie par l'Etat.

Dès l'instant, en effet, que la loi stipule que l'assu-

reur se trouve substitué entièrement au chef d'entreprise responsable, il est contraire à tout bon sens, d'exiger de ce dernier, en prévision de son insolvabilité possible, une contribution quelconque.

En résumé, il y aurait lieu de distinguer, pour la répartition des charges du fonds de garantie, celles qui résultent de l'insolvabilité des assureurs et celles qui proviennent de l'insolvabilité des débiteurs non assurés.

Les premières devraient, en bonne justice, être supportées par les organes d'assurances, les secondes, par les chefs d'entreprise non assurés.

D'autre part, pour que, dans chaque catégorie, la répartition fût effectuée de façon équitable entre tous les intéressés, il ne faudrait pas se servir concurremment, comme à l'heure actuelle, des bases les plus diverses (1), mais d'une base unique, le plus possible en corrélation avec les chances d'insolvabilité éventuelle des débiteurs de rentes.

Etant donné que ces chances d'insolvabilité dépendent dans une large mesure des dangers plus ou moins grands que présentent chaque profession, on pourrait

1. Rappelons que ces bases sont au nombre de quatre, savoir :

1° Le montant des patentes, pour les exploitations industrielles ou commerciales soumises à la patente ;

2° La surface des terrains concédés, pour les entreprises minières ;

3° Le montant des primes d'assurances pour les assujettis non patentés ;

4° Le montant des capitaux représentatifs des rentes allouées, pour les assujettis ni patentés, ni assurés.

par exemple, à défaut de meilleur critérium, prendre pour base, soit les primes réglementaires déterminées par les arrêtés des 30 mars 1899, et 28 novembre 1906 pour la fixation des cautionnements des organes d'assurances, soit les primes que paieraient les chefs d'entreprises, s'ils se trouvaient assurés par la Caisse nationale.

En ce qui touche la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, nous avons vu que la part qu'elle prend dans le service des rentes allouées en conformité de la loi de 1898 devient d'année en année plus importante.

La tendance qui s'est manifestée chez les sociétés d'assurances et qui consiste à verser à cette caisse les capitaux constitutifs des rentes s'accroît sensiblement.

Nous ne pouvons que nous féliciter de cette tendance qui a pour résultat de soustraire définitivement à tous risques de non paiement un nombre considérable de pensions et qui prouve, en même temps, combien sont appréciés, même chez ses concurrents, les services rendus par notre grande institution nationale de prévoyance.

Mais il importe par contre, que ce ne soit pas à son détriment que l'Etat offre de telles facilités aux débiteurs de pensions.

Or, nous avons vu que le premier tarif élaboré par la Caisse nationale des retraites, en conformité des

dispositions de l'article 28 de la loi de 1898, avait donné de sérieux mécomptes et qu'il avait été nécessaire de lui substituer, à partir du 1^{er} janvier 1905, un nouveau tarif faisant état d'une mortalité moindre pour les premières années qui suivent l'accident, et basé sur un taux d'intérêt spécial de 3,25 au lieu de 3,50 0/0.

Ainsi, l'Etat se trouve avoir subventionné involontairement, pendant près de six années, aux frais de la Caisse nationale des retraites, des sociétés créées dans une pensée de lucre et n'ayant par suite pour tout objectif que la recherche de bénéfices commerciaux.

De pareilles faveurs, à l'égard de sociétés rivales de la Caisse nationale d'assurances, sont profondément regrettables, mais il faut reconnaître qu'en l'absence de toutes bases scientifiques, il était matériellement impossible d'établir *a priori* un tarif donnant pleine satisfaction.

Il y a lieu de croire que grâce à l'expérience acquise au moment où il a été élaboré le nouveau tarif n'entraînera pas de pertes pour la Caisse nationale des retraites. S'il en était autrement, il incomberait à celle-ci d'en provoquer la modification dès qu'elle s'apercevrait des préjudices subis.

Sous le bénéfice de cette observation qui ne s'applique d'ailleurs qu'à une situation purement passagère, nous nous plaçons à déclarer que la Caisse nationale des retraites constitue pour le fonctionnement du régime

établi par la loi de 1898 un rouage essentiellement utile.

Si nous avons un vœu à formuler, ce serait d'élargir encore son champ d'action, en obligeant tous les organes d'assurances à verser dans cet établissement les capitaux constitutifs de toutes les rentes à leur charge.

Une telle pratique serait en effet avantageuse et pour les titulaires des rentes, et pour les contribuables qui alimentent le fonds de garantie.

Elle soustrairait à tous risques d'insolvabilité future un nombre considérable de pensions, sans imposer aucune charge nouvelle aux assureurs, puisque ceux-ci sont obligés de mettre en réserve dans leur caisse, au fur et à mesure de la liquidation des rentes, les capitaux représentatifs de ces rentes.

En outre, elle donnerait satisfaction à nombre de rentiers qui se plaignent, non sans raison, des difficultés et des tracasseries auxquelles ils se heurtent trop souvent pour obtenir des sociétés d'assurances le paiement régulier de leurs arrérages.

La Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, en effet, grâce à sa bonne organisation et aux nombreux préposés dont elle dispose, offre au contraire toutes commodités à ses rentiers. D'un autre côté, ses intérêts n'étant pas opposés à ceux des victimes d'accidents ou de leurs ayants droit, elle ne peut être accusée de recourir aux mêmes moyens que certaines sociétés d'assu-

rances en vue d'amener les titulaires de pensions à consentir au rachat ou à la revision.

Si nous passons maintenant à la troisième forme sous laquelle la Caisse des dépôts intervient dans la réparation des accidents, c'est-à-dire l'assurance directe des risques d'accidents, nous voyons que c'est de beaucoup la moins importante.

En effet, tandis que les opérations du fonds de garantie (recettes et dépenses bloquées) s'élèvent en 1906 (1) à 2.603.041 fr. 59 et celles de la Caisse nationale des retraites (accidents du travail) à 28.815.371 fr. 68, celles de la Caisse nationale d'assurances n'atteignent, dans même année, que 1.395.079 fr. 46.

Nous savons cependant que cette dernière caisse, depuis quelques années, a augmenté notablement le chiffre de ses opérations.

Si elle n'a pas pris un plus grand essor, cela tient, nous l'avons dit, à ce que, ne pouvant assurer qu'une partie des risques prévus par la loi de 1898, elle n'offre pas aux chefs d'entreprise les mêmes commodités que les autres organes d'assurances.

A notre avis, les raisons que l'on a invoquées pour limiter aux seuls risques d'incapacité permanente de travail la garantie de la Caisse nationale ne sont pas suffisantes.

1. Nous prenons comme éléments de comparaison les chiffres de 1906, ceux de 1907, concernant le fonds de garantie, n'étant pas encore publiés.

Les sociétés d'assurances, pas plus que cette caisse, ne sont à l'abri des fraudes et des stimulations, et cependant cela ne les empêche pas de couvrir les risques d'incapacité temporaire

Pour déjouer ces fraudes et ces simulations, elles ont d'ailleurs recours à la faculté que leur offre l'article 4 de la loi de 1898, de faire visiter le blessé chaque semaine par un médecin choisi par elles. La Caisse nationale pourrait en faire autant sans que les frais occasionnés par ce contrôle fussent plus élevés pour elle que pour les sociétés.

Nous pensons donc que l'on pourrait, sans inconvénient, modifier sur ce point le premier paragraphe de la loi du 24 mai 1899.

La Caisse nationale se trouverait de la sorte placée dans la même situation que les sociétés d'assurances et pourrait leur faire une concurrence efficace.

Mais quelque restreinte qu'ait été jusqu'ici l'intervention de l'Etat dans le domaine de l'assurance contre les risques d'accidents du travail et quelque minces qu'en puissent paraître les résultats directs, cette intervention n'en a pas moins eu, au point de vue économique, des conséquences fort heureuses. On peut même dire que le but que se proposait le législateur a été entièrement atteint.

Nous savons, en effet, que ce but n'était pas d'organiser un système d'assurance par l'Etat, susceptible de se généraliser par la suite et de supprimer l'assu-

rance libre, mais simplement d'apporter aux prétentions exagérée de cette dernière, le frein d'une concurrence désintéressée.

Or, à ce point de vue, le résultat a été complet. Les sociétés d'assurances qui, à la veille de l'application de la loi de 1898 s'étaient constituées en syndicat dans le but d'établir un tarif minimum devant les mettre à l'abri de toute perte éventuelle, durent bientôt, dans la crainte de voir tous les chefs d'entreprise s'adresser à la Caisse nationale, abaisser leurs primes.

La Caisse nationale d'assurances, par le seul fait qu'elle a été autorisée à étendre ses opérations aux risques prévus par la loi de 1898 a donc grandement servi l'intérêt social.

Dans un système comme le nôtre où les organes d'assurances, quels qu'ils soient, restent absolument maîtres de la confection de leurs tarifs, de la fixation de leurs primes, des modalités et des clauses de leurs contrats, de l'administration et de la gestion de leur exploitation, elle remplit, comme le fonds de garantie et la Caisse nationale des retraites, un rôle indispensable.

Tandis que l'un se substitue en cas de besoin aux organes libres d'assurances et que l'autre, pour le service des pensions, leur prête son précieux concours, la Caisse nationale d'assurances, elle, excite leur émulation et met à leurs exigences un contre-poids nécessaire.

BIBLIOGRAPHIE

JAY. — L'assurance ouvrière en France et à l'étranger.
Cours, 1905.

JAY. — L'assurance ouvrière et la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. (Revue politique et parlementaire, avril 1895).

LAUBEL. — Caisses nationales d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents. Thèse, 1907.

LIBREZ. — La Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Thèse, 1906.

MALTET. — Des garanties de payement de l'ouvrier victime d'un accident ou de ses ayants-droit. Thèse, 1904.

Ministère du Travail. Rapports sur l'application de la loi du 9 avril 1898, de l'origine à 1907.

Rapports de la Commission supérieure des caisses d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents de 1899 à 1907.

Vu : le président de la thèse,

JAY

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD



TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5

PREMIÈRE PARTIE

Le Fonds de garantie

CHAPITRE I. — Fonctionnement général.....	15
<i>Section I.</i> — But et constitution.....	15
§ 1. — Motifs qui ont présidé à la création du fonds de garantie.....	15
§ 2. — Non-proportionnalité de la contribu- tion.....	18
§ 3. — Modifications apportées aux taxes de garantie par les lois du 12 avril 1906 et 30 janvier 1907.....	19
<i>Section II.</i> — Le budget du fonds de garantie..	21
§ 1. — Ressources.....	21
§ 2. — Dépenses.....	22
§ 3. — Réserve.....	23
<i>Section III.</i> — Procédure suivie pour les appels au fonds de garantie.....	24
§ 1. — Déclaration de non-paiement.....	24
§ 2. — Rôle du juge de paix.....	27

<i>Section IV.</i> — Remboursement des sommes payées par le fonds de garantie.....	29
CHAPITRE II. — Précautions prises en vue de limiter les charges du fonds de garantie.....	31
<i>Section I.</i> — Obligations imposées aux chefs d'entreprise.....	31
<i>Section II.</i> — Obligations imposées aux organes d'assurance.....	36
§ 1. — Diversité des régimes.....	36
§ 2. — Obligations communes.....	38
§ 3. — Obligations variables.....	38
<i>Section III.</i> — Cautionnement.....	39
§ 1. — Sociétés à primes fixes.....	39
a) Cautionnement plein.....	39
b) Cautionnement réduit.....	40
c) Cautionnement majoré.....	42
§ 2. — Sociétés mutuelles.....	42
a) Cautionnement plein.....	42
b) Cautionnement réduit.....	42
§ 3. — Syndicats de garantie.....	44
§ 4. — Constitution du cautionnement.....	45
<i>Section IV.</i> — Réserve mathématique.....	48
§ 1. — Nature.....	48
§ 2. — Calcul.....	49
§ 3. — Fixation.....	50
§ 4. — Constitution.....	51
CHAPITRE III. — Résultats statistiques et financiers..	53
§ 1. — Déclarations de non payement.....	53
§ 2. — Montant des sommes réclamées....	56
§ 3. — Montant des dépenses occasionnées..	58
§ 4. — Montant des recettes.....	60

DEUXIÈME PARTIE

Constitution à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse des pensions allouées en vertu de la loi du 9 avril 1898

CHAPITRE I. — Fonctionnement général de la Caisse. —

Son intervention dans l'application de la loi de 1898.....	63
<i>Section I.</i> — Objet et organisation de la Caisse nationale des retraites.....	63
<i>Section II.</i> — Des causes pour lesquelles le législateur de 1898 a eu recours à la Caisse nationale des retraites.....	67
<i>Section III.</i> — Des différents cas de constitution.	69
§ 1. — Constitution facultative.....	69
§ 2. — Constitution obligatoire.....	72
a) Rentes dues par les chefs d'entreprise..	72
b) Rentes dues par des tiers responsables..	73
§ 3. — Constitution des rentes à la charge du fonds de garantie ou de la Caisse nationale d'assurances.....	74
<i>Section IV.</i> — Des principales dérogations ap- portées par la loi du 9 avril 1898 aux dis- positions législatives concernant la Caisse nationale des retraites.....	75
§ 1. — Aliénation forcée du capital.....	75
§ 2. — Montant des versements.....	76
§ 3. — Montant des rentes.....	76
§ 4. — Insaisissabilité et incessibilité.....	77
§ 5. — Versements au profit d'enfants de moins de trois ans.....	77
§ 6. — Age de jouissance.....	78
§ 7. — Rentes temporaires.....	78
§ 8. — Conversion de la rente en capital.	79

§ 9. — Réversibilité.....	80
CHAPITRE II. — Des opérations auxquelles donne lieu le service des pensions.....	82
§ 1. — Demande de constitution.....	82
§ 2. — Calcul du capital constitutif.....	82
§ 3. — Tarifs.....	83
§ 4. — Versements.....	84
§ 5. — Versements complémentaires.....	85
§ 6. — Payement des rentes.....	87
§ 7. — Arrérages dus au moment de la consti- tution.....	88
§ 8. — Nouveau mariage du conjoint de la vic- time.....	88
§ 9. — Cessation de résidence sur le territoire français.....	89
§ 10. — Conversion de la rente en capital...	90
§ 11. — Remboursement d'une partie du ca- pital.....	91
§ 12. — Réversibilité sur la tête du conjoint..	92
§ 13. — Assurance temporaire en cas de décès d'un rentier invalide au cours du délai de revision.....	93
§ 14. — Rentes viagères différées.....	95
§ 15. — Remise du titre au constituant.....	96
CHAPITRE III. — Résultats statistiques et financiers..	97
§ 1. — Nombre de versements.....	97
§ 2. — Montant des versements.....	100
§ 3. — Rentes émises.....	100
§ 4. — Rentes en cours.....	102
§ 5. — Payements d'arrérages.....	103
§ 6. — Payements d'indemnités et rembourse- ments de capitaux.....	104

TROISIÈME PARTIE

La Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents

CHAPITRE I. — Fonctionnement général de la Caisse.	
Son intervention dans l'application de la loi de 1898.....	105
<i>Section I.</i> — Application de la loi du 11 juillet 1868.....	105
§ 1. — Objet et administration.....	105
§ 2. — Assurances individuelles.....	106
§ 3. — Assurances collectives.....	109
<i>Section II.</i> — Des motifs pour lesquels la Caisse nationale d'assurances a été autorisée à éten- dre ses opérations aux risques prévus par la loi de 1898.....	110
CHAPITRE II. — Application de la loi du 24 mai 1899.....	113
<i>Section I.</i> — Exploitations industrielles ou com- merciales.....	113
§ 1. — Risques couverts par la Caisse.....	113
§ 2. — Des diverses catégories d'assurances..	117
§ 3. — Souscription et conditions générales du contrat.....	118
§ 4. — Procédure suivie en cas d'accidents..	121
§ 5. — Tarifs.....	122
<i>Section II.</i> — Exploitations agricoles.....	125
CHAPITRE III. — Résultats statistiques et financiers..	127
§ 1. — Nombre de contrats.....	127
§ 2. — Salaires assurés.....	128
§ 3. — Primes.....	129

§ 4. — Recettes.....	131
§ 5. — Dépenses.....	132
CONCLUSION.....	143
BIBLIOGRAPHIE.....	145

